

LE MONDE
DIMANCHE

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

4 F

Algérie, 2 DA ; Arabie, 2,50 dir ; Tunisie, 2,50 m.;
Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 1,50 sch. ; Belgique,
20 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte-d'Ivoire, 275 F CFA ;
Danemark, 4,50 kr ; Espagne, 70 pes. ; E.-U., 40 c. ;
France, 40 fr. ; Grèce, 225 dr. ; Irlande, 70 p. ;
Italie, 1.000 L. ; Japon, 325 ¥ ; Luxembourg, 20 F ;
Maroc, 4,75 fr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 200 esc. ;
Soudan, 275 S. ; Suisse, 4,50 fr. ; Tchécoslovaquie, 200 Kčs ;
Togo, 200 CFA ; Turquie, 200 L. ; Yougoslavie, 20 D.

Tarif des abonnements page 11
5, RUE DES ITALIENS
75001 PARIS CEDEX 09
G.C.F., 4297 - 25 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le risque
israélien

En annonçant vendredi 15 janvier qu'il se rendra en Israël au début de mars, M. Mitterrand a causé quelque surprise. Lorsqu'il avait confirmé, le 20 décembre, l'ajournement de ce voyage initialement prévu pour le 10 février, le gouvernement français avait fait savoir que la question serait réexaminée « à l'issue des débats qui doivent se poursuivre aux Nations unies » sur l'annexion du Golan par Israël. Or, ces débats ne sont pas terminés, mais seulement suspendus depuis que la défection du Panama, revenu sur sa décision de voter des sanctions contre Jérusalem, a conduit les Arabes à retirer leur projet de résolution. Et l'on ne peut que relever l'empressement de Paris, qui annonce la nouvelle date du voyage en Israël plusieurs heures avant que cette fausse « issue » ait été connue.

Sans doute peut-on alléguer que les choses avaient été clarifiées par les débats des derniers jours : la France, de toute façon, avait déjà décidé de s'abstenir sur les sanctions à l'encontre de l'État juif. Mais l'on avait pu penser un temps que Paris allait choisir une autre voie : M. Mitterrand attendrait pour se rendre en Israël que l'État juif ait évacué la totalité du Sinaï, soit la fin avril. Ce geste de bonne volonté compensant en quelque sorte la provocation gratuite qu'a été l'annexion du Golan, la page pourrait être ainsi tournée. Sur quoi, le choix d'une date plus tardive aurait ajouté aux pressions exercées de tous côtés sur M. Begin pour qu'il se conforme à cette promesse de Camp David.

Il n'en a rien été, et le gouvernement français prend ainsi un double risque : celui d'avoir à constater un maintien des forces d'Israël dans le Sinaï après avoir pourtant fourni à ce pays la grande satisfaction d'accueillir son premier chef d'État français ; celui de mécontenter certains États arabes pour des raisons qui ne sont pas parfaitement claires. D'ailleurs, on ne manquera pas par exemple d'y voir un geste de politique intérieure française à la veille d'élections partielles importantes.

On répondra sans doute que l'attitude présente de M. Begin rend très probable l'évacuation du Sinaï en avril. Et de conseil des ministres israélien devrait d'ailleurs se prononcer définitivement ce dimanche sur la participation européenne à la force de maintien de la paix dans cette région) et aussi qu'il n'y a pas de « bon date » pour faire le voyage de Jérusalem. Rien n'indique par exemple que le chef du gouvernement israélien ne fera pas de nouveaux « corps » fin avril ou début mai, précisément pour faire passer auprès de son opinion son ultime concession à l'Égypte. En outre, la diplomatie française a sans doute jugé qu'elle ne devait pas suspendre à cette hypothèse pendant plus de quatre mois son activité au Proche-Orient, une activité qui comportera plusieurs gestes à destination des pays arabes.

C'est précisément dans ce contexte que se situe l'annonce que M. Mitterrand accordera lundi à deux maires de Cisjordanie expulsés par Israël — une autre première puisque les deux hommes n'avaient jamais été reçus auparavant par un chef d'État occidental. De même, on peut s'attendre que les préparatifs et les dates du voyage présidentiel en Tunisie seront régies et annoncées dans les prochaines semaines. Il en faudra cependant un peu plus pour faire passer auprès de certains gouvernements arabes l'amère « pilule » que constitue pour eux ce voyage en Israël moins de trois mois après le nouveau fait accompli au Golan.

(Lire page 5.)

La violence en Amérique centrale

Le Guatemala est au bord
de la guerre civile

Opérations militaires contre les groupes de guérilla, embuscades et coups de main contre les forces de l'ordre, massacres de populations civiles et mitraillages de camps de réfugiés, exactions sommaires par des groupes paramilitaires : on assiste à une accélération dramatique de la violence et de la confusion en Amérique centrale, tout particulièrement au Salvador et au Guatemala, où des élections doivent avoir lieu en mars. Ce dernier pays semble au bord de la guerre civile.

La guerre civile est solidement installée au Salvador. La junte civile et militaire soutenue par les États-Unis et dirigée par un démocrate chrétien, M. Daura, paraît incapable d'arrêter, ou même de freiner, l'élan des groupes de la guérilla de gauche, maintenant bien implantés dans plusieurs régions, en particulier le long de la frontière avec le Honduras. M. Daura, approuvé par l'administration Reagan, le Venezuela et, plus mollement, par l'Organisation des États américains, fonde tous ses espoirs sur les élections générales, prévues en mars, et qui doivent théoriquement mettre un terme à la violence.

Cette thèse est rejetée par l'opposition armée de gauche qui préconise des négociations politiques avec le gouvernement et affirme que les élections n'auront pas de sens dans le contexte actuel de violence généralisée. La crédibilité et le prestige de cette opposition politique et militaire ont été renforcés au Salvador même, par la déclaration conjointe franco-mexicaine d'août 1981, prise de position dénonçant, en revanche, par la plupart des pays d'Amérique latine. Cette opposition peut compter sur le soutien de l'Internationale socialiste et du gouvernement français qui espèrent encore éviter que le Salvador ne devienne un simple pion de la lutte entre les super-puissances. Tel a été le sens des entretiens que M. Guillermo Ungo, un social-démocrate, porte-parole et dirigeant du Front politique de l'opposition salvadorienne, vient d'avoir à Paris avec MM. Chénayon et Jospin.

En attendant les élections, le bilan des victimes s'alourdit. Opérations hélicoptères de l'armée, em-

buscades, attentats, exactions sommaires : c'est chaque jour une moyenne de trente personnes qui sont tuées au Salvador.

Paradoxalement, la situation semble encore plus tragique au Guatemala où la violence connaît une montée spectaculaire à l'approche d'élections générales prévues pour le 7 mars. Les activités des différents groupes de guérilla (en particulier, celles de l'URGA, organisation révolutionnaire du peuple en armes, et de l'E.G.P., armée de la guérilla des pauvres).

Parallèlement, la répression devient plus brutale, exercée par l'armée régulière et aussi, et surtout, par des groupes de civils armés. Près de trois cents personnes ont été tuées depuis le début de l'année au Guatemala. Parmi les victimes, deux familles entières froidement massacrées. Les affrontements armés entre des commandos insurgés en uniforme et les soldats se multiplient sur la côte pacifique, près d'Escuintla, dans le Quiché, où la population indienne a commencé de se rallier aux maquisards, près de la frontière mexicaine, par où arrivent renforts et soutiens.

Vendredi 15 janvier, des commandos de l'E.G.P. ont occupé plusieurs émetteurs de radio dans la capitale. A Cobán, une véritable aggrégation a éclaté le même jour entre militaires et civils. Un groupe de chrétiens, organisés en comité pour la paix et la justice dénoncent l'entêtement de deux prêtres, dont un Belge, le Père Schillemans, à Escuintla. L'entêtement, mais sûrement, le Guatemala s'enfoncé dans une situation « à la salvadorienne ».

MARCEL NIEDERGAU.

Partisans et adversaires de la coopération avec l'Ouest
s'affrontent à Varsovie

Tandis que partisans et adversaires de la coopération économique avec l'Ouest s'affrontent à Varsovie, l'organe de l'armée, « Zolnier Wolnosci », réclame une purge importante et à tous les niveaux du parti, de l'administration et de la presse écrite et parlée.

Le général Jaruzelski fera un exposé devant la Diète, dont la session plénière prévue pour les 19 et 20 janvier a été convoquée, en fin de compte, pour les 25 et 26 de ce mois. Cet jour-nement, croit savoir le journal yougoslave

Varsovie. — L'agressivité commence à se mêler à la prudence observée par les autorités polonaises face aux perspectives de sanctions économiques occidentales. Quatre jours après la déclaration des pays de l'O.T.A.N. sur la situation créée en Pologne, la presse de Varsovie a en effet publié, vendredi 15 janvier, un texte « autorisé » et encore très circospect de l'agence PAP et de virulents articles dénonçant la « prétendue amitié de l'Ouest » pour la Pologne.

Le texte de PAP, violemment repris par le ministère des affaires étrangères, insiste — pour l'opposer à « l'évolution » des

« Borbas », serait dû à un prochain voyage, à Moscou, du chef de la junte militaire. Selon « Borbas », cette première rencontre au sommet depuis l'instauration de l'État de guerre — devrait permettre aux deux pays de prendre une position commune sur l'internationalisation de la crise polonaise et la délégitimation des relations internationales — qui a suivi, et débouché sur une « déclaration » sur les événements de Pologne et les réactions occidentales.

De notre correspondant
BERNARD GUETTA

gouvernements occidentaux — sur la continuité, malgré l'instauration de l'état de guerre, de la politique internationale de Varsovie. Cette « évolution » est toutefois mise au compte des seuls États-Unis, qui auraient réussi à « se soumettre » leurs alliés européens pour servir le « jeu global » qu'ils mèneraient contre l'U.R.S.S. après avoir à nouveau qualifié les décisions de Bruxelles d'« ingérences sans précédent » contraires aux principes de la coexistence internationale. L'agence écrit donc en conclusion : « Nous désirons éclaircir les malentendus et développer la coopération dans les domaines de la politique internationale, de l'économie, de la science et de la culture. » C'est là un rappel quelque peu anxieux des principes de la détente ou du moins à la conception qu'en ont les capitales communistes.

Kloutons de cette démarche, les articles des quotidiens du comité central et de l'armée, « Trybuna Ludu » et « Zolnier Wolnosci », appellent au contraire à tourner le dos à la coopération avec l'Ouest au profit d'un développement des liens économiques avec l'Est. A la « prétendue amitié » manifestée par l'Ouest pour la Pologne du temps où elle était « pionnière dans l'Europe », ont succédé les « menaces » maintenant qu'elle « refuse de jouer le rôle que voulaient lui imposer ses ennemis », écrit ainsi « Trybuna Ludu ». Par leur aide actuelle, les pays socialistes ont montré qu'ils sont les seuls à

AU JOUR LE JOUR

Solidarités

Edmond Maire est solidaire de Walesa ; Lionel Jospin est solidaire d'Edmond Maire ; le gouvernement est solidaire de Lionel Jospin ; les ministres communistes sont solidaire du gouvernement ; l'Internationale est solidaire des ministres communistes ; Moscou est solidaire de l'humanité ; Jaruzelski est solidaire de Moscou. Jaruzelski est donc solidaire de Walesa. C.Q.F.D.

ANTARES.

Le budget de la C.E.E.

Les Neuf consentiraient de larges concessions
à la Grande-Bretagne

Les ministres des affaires étrangères des Dix se sont séparés, vendredi soir 15 janvier, sans être parvenus à terminer leurs négociations agricoles et budgétaires. Ils ont décidé de se revoir le 25 janvier pour « boucler », a commenté M. Chénayon, qui a ajouté : « Il y a maintenant des chances considérables que nous y parvenions. » D'autres participants, en particulier M. Tindemans, le ministre belge qui préside les travaux des Dix, faisant état de progrès appréciables, se sont montrés également confiants.

Le président de la Commission, M. Thorn, a manifesté, en revanche, plus de réserves. « Je suis très déçu. Nous plétons », a-t-il déclaré. En fait, s'agissant du point central de la discussion, à savoir la compensation budgétaire à accorder au Royaume-Uni à partir de 1983, rien ou presque n'est réglé.

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Une chose est certaine à l'issue de deux longues journées de discussions : les Britanniques veulent beaucoup d'argent et pour longtemps. Les autres États, même s'ils n'ont rien dit — ce qui est frustrant — la raison d'une telle attitude, sont prêts à faire des efforts considérables pour aller à l'encontre des préoccupations britanniques. C'est sans doute M. Genscher, le ministre allemand, qui illustre le plus nettement cette tendance, mais elle est le fait de tous. Cette bonne volonté systématique explique sans doute l'optimisme du plus grand nombre. Comment penser qu'une négociation pourrait échouer, alors que l'on se sent soi-même très largement disposé aux concessions. Il reste que ces dernières ont des limites — du moins peut-on encore l'espérer — et que jusqu'à présent ces limites restent aux yeux de lord Carrington une générosité encore insuffisante.

Les principaux problèmes qui se posent à propos de la compensation à accorder au Royaume-Uni pour alléger sa contribution au budget sont les suivants :
• la durée de la compensation : les Britanniques réclament cinq ans, les autres acceptent quatre ans. Il reste à voir aussi si, à l'issue de cette période de quatre ou cinq ans, l'octroi d'une compensation sera complètement gelée ou bien sera complètement gelée ;

• la base et son montant : les ministres se sont bien gardés de parler chiffres. La raison en est sans doute que ceux qu'ils ont en tête diffèrent sensiblement. Les Britanniques penseraient plutôt à une compensation se situant autour de 1,5 milliard d'ECU (1 ECU = 6 F), les autres à un montant inférieur au milliard. Le calcul de la somme à prendre en considération pour fixer le montant de la compensation sera établi en utilisant un « indicateur objectif » : la différence entre la quote-part du Royaume-Uni dans le produit intérieur brut de la Communauté et le pourcentage des crédits destinés au Royaume-Uni dans l'ensemble des dépenses du budget européen. Ce calcul étant fait, il faudra définir la part du total ainsi atteint qui devra faire l'objet de compensations.

Les trois points agricoles traités par les ministres des affaires étrangères — le renforcement du soutien aux productions agricoles méditerranéennes ; le rythme respectif de croissance des dépenses agricoles et des ressources propres ; la révision du règlement laitier — ne devraient pas être à l'origine du blocage de la négociation. Les deux premiers sont pratiquement réglés grâce à des formulations peu contraignantes. Le troisième, celui qui fait l'objet de longs débats, mais qui n'en sont pas pour autant convaincant.

PHILIPPE LEMAITRE.

(Lire la suite page 13.)

MAGDALENA ABAKANOWICZ A L'ARC

Altérations
et métamorphoses

L'ARC vient d'inaugurer une exposition Magdalena Abakanowicz, une artiste de Varsovie. Une grande artiste qui, depuis longtemps, à des moments moins dramatiques de l'histoire de son pays, et en d'autres lieux que Paris, a su retenir l'attention. Mais le drame polonais est là, et l'œuvre tendue, déchirée, expressive, sensible comme un organisme vivant au poids et aux atteintes des réalités extérieures l'assume. Ou

nous le lui faisons porter. Aujourd'hui, c'est une image infiniment douloureuse de l'homme blessé au plus profond de sa chair, qui transmettent ses sculptures de cordes et de tissus grossiers, rapiécés, couturés, cravés. L'artiste les regroupe sous le générique d'« Altérations ».

Magdalena Abakanowicz est connue dans les milieux artistiques internationaux, notamment pour sa participation régulière, depuis vingt ans, et régulièrement spectaculaire, à la Biennale de Lausanne ; pour son indiscipline face aux conventions décoratives anciennes et nouvelles en matière de tapisserie. Elle est une des premières, sinon la première, au milieu des années 60, à avoir tissé des reliefs et des formes libérées du mur, puis à s'être engagée dans une réflexion sur la nature de son médium : la fibre textile. Elle a cherché à construire des arbes de laine et de soie et d'innombrables pelisses, avant de confondre les deux enveloppes, vêtement et peau, pour dire la vie et le devenir de l'homme.

GENEVIEVE BREERETTE.

(Lire la suite page 8.)

M. YVON GATTAZ
INVITÉ DE L'ÉMISSION
R.T.L. « LE MONDE »

M. Yvon Gattaz, nouveau président du C.N.P.F., sera, le dimanche 17 janvier, l'invité de l'émission « Le grand jury » organisée par R.T.L. et le Monde et diffusée de 18 h. 15 à 19 h. 30. Le président du Conseil national du pétrole français répondra aux questions des journalistes de la station de radio et du journal.

(Lire la suite page 2.)

EUROPE

Les orphelins de Kekkonen

M. Carcani a remanié le gouvernement

Dr. Williams

AFRIQUE

II. — Le prix d'un homme

Espagne

De notre correspondant

Le nouveau chef d'état-major de l'armée de terre est considéré comme un officier sans affinité politique particulière, mais réputé pour sa fermeté. C'est le plus jeune des lieutenants généraux en exercice (âgé de soixante et un ans, il ne passera à la « réserve active » qu'au début de 1986).

Nombreux étaient, au gouvernement, ceux qui considéraient que le régime pouvait difficilement affronter la redoutable épreuve du procès des putschistes du 23 février (qui devrait en principe commencer dans un mois environ) avec des chefs d'état-major proches de la retraite. Pour les partisans de cette thèse, le gouvernement doit pouvoir s'appuyer sur des chefs militaires qui ne sont impliqués en aucune manière dans les événements du 23 février 1981 et qui apparaissent au-dessus de la mêlée.

On note, malgré tout, dans les milieux d'opposition, que le chef du gouvernement, M. Caio Sotelo, a agi d'une manière spectaculaire et rapide qui ne lui est guère habituelle. Le chef d'état-major de l'armée limogé, le général Gabelras, était par ailleurs l'objet, depuis plusieurs jours, d'une violente campagne des ultras civils et militaires qui ne lui pardonnaient pas les vives critiques qu'il leur avait lancées le 5 janvier.

l'issue de l'état-major sortant laisse l'image d'officiers fidèles à la Constitution et au régime démocratique, mais ne disposant guère de l'énergie suffisante pour imposer leur autorité aux secteurs militaires de droite et d'extrême droite. Ils étaient critiqués par les officiers « durs », depuis la tentative de putsch du 23 février, mais n'avaient pas réussi pour autant à gagner la confiance des secteurs démocratiques des forces armées. Ceux-ci leur reprochaient d'avoir cherché à temporiser face aux manifestations répétées d'indiscipline des militaires opposés à la Constitution, alors que

Reste à savoir si leurs successeurs pourront faire preuve de plus de détermination. Les milieux militaires démocratiques, jusqu'ici très critiques à l'égard du gouvernement, considèrent que les nouveaux promus sont les seuls capables de faire preuve de la fermeté nécessaire à la tête de la hiérarchie pour imposer à la troupe la discipline indispensable et le respect du pouvoir civil. Une qualité, dit-on dans ces milieux, dont ils auront certainement bien besoin dans les prochains mois.

THIERRY MALINIAK

Le lieutenant-général Ramon Ascarido y Toporeu, nommé chef d'état-major de l'armée de terre, est né en 1920. Jusqu'à présent directeur du personnel de son arme, il n'est lieutenant-général, grade le plus élevé dans l'armée espagnole, que depuis le 18 décembre. Diplômé de l'école d'état-major, il a été notamment, au cours de sa carrière, chef de l'artillerie de la garnison des Canaries, puis commandant de la division Guzman el Bueno et gouverneur militaire de Ténérife, aux Canaries.

● Le **général** **Braño** Garcia-Conde, nommé chef d'état-major de l'armée de l'air, né en 1913, a été précepteur du roi Juan Carlos en 1948. Attaché militaire à Rome puis à Athènes jusqu'en 1964, il a été chef d'état-major de l'armée de l'air en 1966, puis directeur général des aéroports en 1970. Chef de cabinet du vice-président du gouvernement chargé de la défense en 1976, il est détaché au quartier général de l'armée de l'air pour être le commandement aérien des îles Canaries. Il était chef-adjoint de l'état-major de l'air depuis le 25 septembre 1980.

● Le vice-amiral Saturnino Spawces de Hidalgo, nommé chef d'état-major de la marine, est né en 1921 et est entré à l'Ecole navale en 1938. Depuis le 22 décembre 1980, il était chef-adjoint de l'état-major de la marine.

LA JUNTE DES CHEFS D'ÉTAT-MAJOR

La junte des chefs d'état-major (JUEM) est formée des chefs d'état-major des trois armées et d'un président et constitue la plus haute instance de l'armée.

Les membres de la junte sont nommés par le conseil des ministres sur une liste proposée par les conseils militaires de chacune des trois armées — eux-mêmes formés par les capitaines généraux des régions militaires et les commandants des régions aériennes et navales — mais à laquelle le gouvernement n'est pas obligé de se tenir.

mourut en 8 février 1977 et qui dépend directement du chef du gouvernement, a pour rôle essentiel de conseiller le gouvernement dans l'élaboration de la politique militaire et de proposer le plan stratégique pour la défense du pays. Elle est aussi également le commandement stratégique de ce plan. Elle propose au gouvernement les nominations aux postes-clés de l'armée. Sa création avait suscité de nombreuses protestations des secteurs conservateurs de l'armée, qui y voyaient une ingérence « inadmissible » du pouvoir civil dans les affaires militaires.

La tentative de coup d'Etat du 16 janvier 1981, menée par des officiers exilés, n'a pas ébranlé le régime militaire mauritanien mais a favorisé l'émergence du mouvement syndical et renforcé l'équipe dirigeante dans sa méfiance à l'égard du Maroc, qui est accusé d'être le principal soutien du Front Polisario. Nouakchott déplore que l'accord entre les deux pays, conclu à l'occasion du sommet islamique de Taef, soit inappliqué et fait grief à Rabat de « ne pas avoir tenu compte des réalités mauritanienne et sahraïenne » dans le conflit saharain (« le Monde » du 16 janvier).

Rosso. — Au fur et à mesure que la voiture s'éloigne de Mouakhot pour s'approcher de Rosso, les palmiers disparaissent peu à peu, on sort de l'univers du désert pour entrer dans celui du fleuve : le paysage devient plus verdoyant, puis paraissent les palmiers, enfin, sur les rives du Sénégal on croise des rizières, des champs d'arachides, de baobabs, de baobabs violets, routines, oranges, massifs de cannes d'ourpes ou jaunes, longent la baine de M'Pourri jusqu'au barrage qui empêche le flux des eaux de l'estuaire de couler le cours d'eau. Les Chinois ont créé des digues qui s'étendent à perte de vue. Le Sud est bien le grenier de la Mauritanie, mais...

Rosso, 40.000 habitants, est
situé sur son lycée qui accueille
cinq cents internes et a
perdu la majeure partie de sa
population. La ville est classée aussi
au deuxième rang après Novokou-
khot pour la socialisation, mais
on ne sait que le taux nation-
al est d'environ 26 %, on imagine
que doit être la situation pour
les 35.000 habitants qui vivent
dans la zone de Trance, et dans les
autres provinces moins favorisées.
Le Comité militaire de santé
national a contribué à la mise en
œuvre de centres de la santé
et de la médecine de coopé-
ratives pour la culture du riz, si-
mplement que les cultivateurs sont
devenus pour y travailler, de la
capitale.

Nous traversons des régions fertiles où la terre est pourtant laissée en friche dans un pays qui doit importer pour un milliard d'ongulins (10 UM = 1 FF) des céréales, afin de combler ses déficits alimentaires. Ses terres à l'abandon posent le double problème de la réforme agraire en cours d'élaboration et du sort des égarés (esclaves affranchis). Les uns souvent, ceux-ci continuent à dépendre de leurs maîtres qui prétendent les faire cultiver à leur profit des « propriétés » sur lesquelles leurs droits ne sont pas contestables et qui, au surplus, ont été bonifiées avec l'aide de l'Etat.

L'abolition de l'esclavage

En juillet 1980, le C.M.S.N. a décidé l'escalage. Il s'agit d'une mesure d'encadrement politique de principe. Encore fallait-il la mettre en pratique. Ce n'est que le 9 novembre 1981 qu'a été publiée une ordonnance dont les trois principaux points sont : 1) la confirmation de l'abolition sur toute l'étendue du territoire ; 2) le versement par l'Etat d'une compensation aux ayant-droit (les maitres a) ; 3) l'institution d'une commission chargée de préparer les décrets d'application et de fixer le montant du dédommagement.

L'infirmité n'est pas une excuse
 disant qu'il y a une hernie
 de la colonne vertébrale, ce qui est nouveau c'est que
 les autres droits, bien que n'étant pas
 reconnus (aucune formation poli-
 tique ne l'est) est désormais
 un droit de vote. On s'agit
 de personnes qui ne sont plus pourchassés
 et arrêtés mais certains ont même
 accédé à des fonctions de respon-
 sabilité. M. Billal Wermes, qui
 avait été son représentant à
 l'échelle nationale, est devenu
 diplomate en Europe. M. Ha-
 noy-Bouffier a été élu récem-
 ment secrétaire général
 du P.U.T.M., et M. Haliner nommé
 directeur adjoint de la radio.

Il est vrai que ces dégringolés
ont rompu avec la minorité qui en-
traînait le mouvement contestataire
négro-africain, sinon dans la
constitution d'une société autonome,
le royaume de Souda a
été une "entité" (qu'on ne
peut pas dire) nbus dit : à propos de sa
"nationalité" : « Alors que les
Arabes d'origine sont une mino-
rité et les Arabes arabes (Ira-
quiens, Égyptiens, Arabes Saoudiens,
Libanais, Palestiniens, etc.) les Maures
forment un mélange d'Arabes et de
Berbères. Au fond, nous qui sommes
les descendants d'esclaves
de noirs et de "négrons" ou "né-
groids", nous ne sommes pas considérés comme des
Arabes à part entière, ni même
comme les Égyptiens ou les
Soudanais ? Nous sommes le
fondement de la nation et, d'une

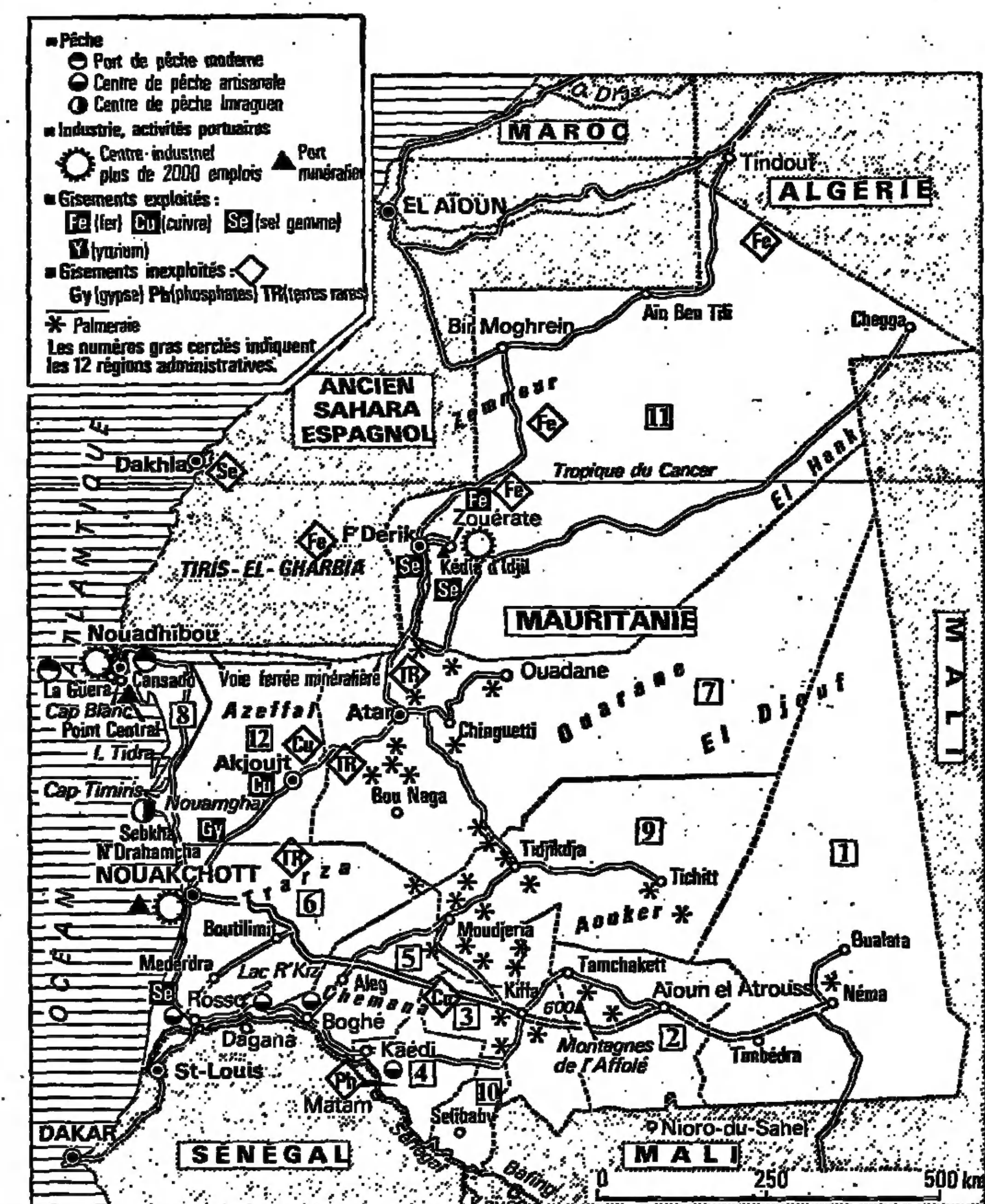
« *En tout cas, je pense que les Mauriciens ont le droit de se débarrasser de ces hommes qui ne sont pas leurs représentants et qui ne sont pas leurs premiers concernés.* »

Il explique que les dirigeants du pays pensent respecter les prescriptions de l'Islam selon lesquelles les esclaves doivent être rachetés, commémorant le malheur. « C'est un faux », dit-il. L'Islam a hérité de l'esclavage et il a codifié la situation qu'il a trouvée. Or l'Islam ouvre seize portes pour la libération :

- créant (orientation et organisation) ; économie ; volontariat ; morale ; islamique et action sociale ;
- Vous pouvez aller dans une école de culture de sport ;
- subside et de liberté, de façon à préparer la population à l'exercice effectif et responsable de vie politique », nous a dit le maître.

normalement. Une dizaine de projets industriels ont été lancés. Dans le domaine de l'infrastructure, seuls restent à ouvrir les 100 derniers kilomètres de la route transversale reliant Nouakchott à Néma, où un aéroport international, construit par la R.F.A. pour désenclaver les pays de la région, a été inauguré le 24 novembre.

Sur le plan financier, l'aide extérieure a été réduite, entre 1980 et 1981, de 4 milliards d'ounguis à 1,4 milliard, tandis que les importations de biens d'équipement et de produits alimentaires ont été en partie couvertes par des États amis ou frères. Malgré ces réductions, un accroissement des recettes de l'ordre de 7 milliards, le budget de l'État a réduit le déficit en 1981 de 3,4 milliards d'ounguis à 2,3 milliards et que le ministre de l'économie et des finances, M. Deng Bouon Pansa, espère



ration de l'esclave. Pourquoi n'a-t-on retenu qu'une seule solution et celle-là même qui est peut-être la moins conforme à l'esprit du Coran ? N'aurait-il pas été plus naturel et plus juste de dédommager celui qui, depuis des siècles, est une victime ? »

l'éducation des masses

Notre interlocuteur souligne, en outre, que les forgerons, les griots et les artisans, ont été oubliés et qu'il faut leur donner une place à part, sinon inférieure. De plus, les habitants auront du mal à ne pas rester dépendants de leurs maîtres tant que deux conditions essentielles n'auront pas été réalisées : la réduction de la population des enfants (moins de 2 % d'entre eux vont à l'école) et la réforme foncière, qui devrait s'inspirer du principe : « La terre à celui qui la travaille. » Il ne suffit pas d'être propriétaire pour en tirer encore quelque chose, il faut une structure d'accueil et affranchir son esprit et celui de son maître : conclut M. Haïmer.

ministre de l'information, le lieutenant de vaillant. Monopole. Diop, également secrétaire adjoint du C.M.S.N., expliquant que, dans chaque quartier, chaque campement, chaque zone rurale, il y a une cellule, une cellule de dix cellules, chaque cellule étant elle-même constituée par une dizaine de familles. Selon le ministre, le mouvement est le résultat de l'embourgeoisement rural unique. « C'est ce que l'on disait déjà du Mouvement du volontariat, qui n'est qu'un mouvement d'élite intégré dans les nouvelles structures. » Il s'y aura pas de cartes, précise M. Diop. Nous sommes contre le parti unique, nous sommes contre la loi unique, mais il faut préparer sérieusement l'instauration du multipartisme. « Essaye à savoir si ces gens-là, ces bourgeois, ces bourgeois bien connus, ces bourgeois de Mauritaïens, qui, très jaloux de leur liberté, doivent être dure-

Les efforts d'austérité et de zigueur déployés par le gouvernement commencent, il est vrai, à donner des résultats. En 1961, la production nationale de poisson pratiquement doublé, passant de 21 000 tonnes à 41 000 tonnes tandis que, pour les dix premiers mois de l'année écoulée, les exportations des produits de la pêche atteignent le chiffre record de 92 500 tonnes pour un montant de près de 2,9 milliards d'ongulies (1). Les exportations de fer ont été de l'ordre de 9 millions de tonnes, et le plan Guelst, qui doit assurer la relève de la production jusqu'à la fin du siècle, s'annonce

le faire descendre à moins de 2 milliards en 1984.

La grande affaire du régime en ce début d'année est le lancement, avec un an de retard, du quatrième plan quinquennal 1981-1985. Le document, qui est en enveloppe de 75 milliards d'onguissas, dont 22 milliards fournis au secteur minier. « En réalité », nous dit M. Parla, l'accent est mis sur le développement du secteur agricole. On prévoit 19 milliards pour lui permettre de mener à bien la réforme foncière, la bonification des terres, le programme de reboisement, la lutte contre l'érosion, l'encadrement et l'organisation des paysans. » L'autre secteur privilégié est celui de la pêche avec 10 milliards. On veut aussi faire de Nouadhibou un centre qui puisse entrer en compétition avec Las Palmas, aux Canaries, ce qui suppose, au minimum, qu'on ait pu régler le problème du fonctionnement correctement.

Mais, dans ce pays, qui est un des plus pauvres du monde même quand on se réfère aux richesses pétrolières, il n'est pas non plus facile de faire passer la population de moins de 2 millions d'habitants, tous ces projets, à des conditions « la stabilité internationale », la paix, la stabilité économique, la sécurité, la stabilité politique, tout ça, ça a raison, Nouakchott redoute toujours une action de Babat et, au-delà depuis l'accroissement de l'aide américaine aux pays du Sahel, l'insécurité dans le nord, le Sahara occidental.

(1) 1 franc = 10 centimes, approx.
as in U.S.

(Publié)

MANIFESTE DES 5 000 SCIENTIFIQUES POUR LA POLOGNE

Les universitaires, chercheurs, intellectuels, techniciens et administratifs de la recherche soussignés, condamnent le coup de force du général Jaruzelski et de ses complices. Ils estiment que la situation polonaise, à partir du moment où les représentants élus du plus grand ensemble de la nation sont arrêtés, n'est plus seulement une affaire intérieure polonaise mais met en cause les droits des peuples et les droits de l'homme.

Ils expriment leur soutien et leur solidarité aux personnes arrêtées, au syndicat Solidarnosc, aux ouvriers, aux paysans, aux intellectuels et à l'immense majorité du peuple polonais dressés contre des dirigeants indignes et incapables.

Ils exigent une information précise sur le nombre, l'identité et le sort des personnes arrêtées, la libération immédiate de tous les détenus et la reprise de vraies négociations entre les partenaires polonais.

Ils demandent aux responsables politiques français et internationaux de suspendre jusqu'au rétablissement des libertés en Pologne toute relation susceptible de justifier et d'aider les auteurs — polonais et non polonais — du coup de force, à l'exception de l'aide alimentaire.

Si le respect des libertés essentielles n'était plus assuré en Pologne, si les universitaires, chercheurs et intellectuels avec lesquels ils entretiennent des rapports professionnels et amicaux étaient persécutés, les signataires refuseraient désormais toute collaboration avec les organismes dépendant d'un pouvoir assis sur la force et la répression.

Cet appel, lancé le jeudi 17 décembre 1981, a été publié dans la presse les 24 et 25 décembre 1981 (« Le Monde », 25-12-81) alors qu'il avait recueilli plus de 4 000 signatures d'universitaires, chercheurs et intellectuels. A la date du 13 janvier 1982 il a été signé par 5 228 personnes dont :

2 Prix Nobel, 9 membres de l'Institut - Archives de France (72) - Bibliothèque Nationale et Mazarine (74) - Centre Beaubourg (128) - C.N.R.S. (494) - Collège de France (64) - Commissariat à l'Energie Atomique (113) - Ecole Française de Rome (12) - Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (352) - Ecole Nationale des Chartes (17) - Ecoles Normales Supérieures (201) - Ecole Polytechnique (11) - Enseignement Secondaire (91) - Ecole Pratique des Hautes Etudes (37) - Institut d'Etudes Politiques, Paris (11) - Institut National de la Recherche Agronomique (10) - INSERM et Centres Hospitaliers Universitaires (99) - Institut Pasteur (451) - Divers Ministères (95) - Maison des Sciences de l'Homme (51) - Musées de France (73) - Observatoires (280) - Psychanalystes (65) - Revues Actes, Autogestion, Esprit, Le Genre Humain, l'Histoire, Spiritus (21) - Schlumberger (180) - Thompson C.S.F. (19) - Universités parisiennes (1 126) et régionales (658), dont : Aix-Marseille (49), Lille (46), Lyon (91), Paris I (162), Paris III (44), Paris IV (74), Paris VI (50), Paris VII (125), Paris VIII (114), Paris X (214), Paris XI (298), Perpignan (22), Poitiers (34), Rennes (110), Strasbourg (27), Tours (23) - Universités étrangères (148).

L'appel à des contributions de soutien a permis de réunir 58 200 F. Plutôt que de consacrer cette somme de toute manière insuffisante à la publication intégrale des noms des signataires, le Comité de l'appel a jugé préférable, une fois assurée la présente publication, de consacrer la somme restante à un fonds de solidarité mis à la disposition des chercheurs et universitaires polonais demandant à la France un accueil temporaire ou à plus long terme.

Les responsables du « Manifeste des 5 000 scientifiques » ont constitué un groupe permanent qui, en accord avec les associations ayant formé un Comité d'information et de liaison pour la Pologne, en liaison avec les signataires de l'appel C.F.D.T. - Intellectuels, se consacreront à l'animation, au sein du milieu des universitaires et chercheurs, d'actions en faveur de tous les polonais victimes de la répression.

La situation polonaise reste à ce jour encore mal connue. Elle n'est pas non plus stabilisée. Pour cela même, notre action doit continuer et requiert la participation de tous. Dans les semaines à venir il importera de rester vigilant et de réfléchir aux formes concrètes que devra prendre notre solidarité avec la liberté polonaise.

Les contributions peuvent être versées à :
Jacques LE GOFF, M.S.H. 54, boulevard Raspail, 75006 PARIS - bureau 807

AFRIQUE

Madagascar

Le président Ratsiraka remanie le gouvernement et le Conseil suprême de la révolution

Antananarivo (A.F.P.). — Le président de la République malgache, M. Didier Ratsiraka, a annoncé, vendredi 15 janvier, un remaniement ministériel.

Le premier ministre, M. Désiré Rakotoarijaona, nommé en 1977, est maintenu dans ses fonctions. En revanche, M. Rakotovo-Razakabona (finances et plan) et Rakivison (économie et commerce) sont écartés du gouvernement. Ils sont remplacés respectivement par M. Pascal Rakotomavoa (finances), le plan étant désormais directement rattaché à la présidence

de la République et par M. Georges Solofoson, nouveau ministre de l'Industrie et du Commerce. Ces deux hommes occupaient précédemment les fonctions de directeur général de la compagnie d'assurances Aro et de directeur du cabinet civil du président Ratsiraka.

Enfin, MM. Charles Ravoajanjahary, Sambson Gilbert (nommé ministre de la Justice) et Robert Koto quittent le Conseil supérieur de la révolution.

Le précédent gouvernement datait d'août 1977 et comptait le même nombre de ministres.

Nairobi. — Dans ce remaniement — le quatrième depuis le déclenchement de la révolution, en 1975 — il faut retenir pour l'essentiel, le limogeage des deux principaux « techniciens » du gouvernement malgache, MM. Rakivison et Rakotovo-Razakabona. Le premier, ministre de l'économie et du commerce, n'avait jamais manifesté un grand enthousiasme envers le socialisme. Le second, ministre des

De notre correspondant en Afrique orientale

finances et du plan, avait pris peu à peu ses distances à l'égard d'une expérience à laquelle il semblait s'identifier de moins en moins.

Ces deux personnalités, formées à l'école du libéralisme économique, incarnent au sein de l'équipe dirigeante la tendance la plus critique envers des méthodes socialistes qui avaient surtout engendré bureaucratie et pénurie. Ils s'opposaient également à l'influence dans la Grande Ile des Soviétiques et des Nord-Coréens.

La mise à l'écart de M. Rakotovo-Razakabona répond sans doute aussi à des préoccupations plus politiques. Aux yeux d'une partie de la bourgeoisie malgache des hauts plateaux, hostile au régime, celui-ci était en effet devenu au fil des ans — parois à son corps défendant — l'incarnation d'un espoir, celui d'un possible retour au libéralisme économique et politique. Ce n'est sans doute pas un hasard si son limogeage intervient quelques jours après que M. Ratsiraka a annoncé son intention de briser un nouveau mandat présidentiel le 20 ans. En scellant un rival potentiel, le chef de l'Etat marque clairement que l'heure n'est pas à l'alternance. L'ancien ministre est nommé au Conseil suprême de la révolution, où il sera neutralisé.

Le remaniement ne marque pas vraiment un nouvel épisode de la lutte d'influence entre « pragmatiques » et « idéologues ». Ainsi M. Simon Pierre, connu pour ses surenchères verbales, est également écarté du ministère-clé de l'Industrie. Et il n'y avait guère brillé. M. Ratsiraka a surtout promu des hommes de confiance qu'il ne pourra suspecter de trahison ou de déloyauté. C'est le cas du nouveau ministre du plan, M. Georges Solofoson, qui a montré son dévouement pendant plusieurs années à la

tête du cabinet civil de la présidence.

Les changements intervenus à Antananarivo soulèvent au moins deux questions. MM. Rakivison et Razakabona avaient eu le mérite d'obtenir la confiance des milieux économiques internationaux, notamment du F.M.I., dont l'aide est vitale pour la Grande Ile. Leur départ risque de compliquer la tâche d'un régime dans le besoin. Enfin, on peut se demander si des changements d'hommes suffiront à soigner une économie qui souffre avant tout de maux structurels : déclin de l'agriculture, endettement, incompétence, corruption.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Premier ministre : colonel Désiré Rakotoarijaona.

Ministres : finances : M. Pascal Rakotomavoa ; culture révolutionnaire : Mlle Gisèle Rabesahala ; postes et télécommunications : M. Rakotovo-Andrianjara ; justice, garde des sceaux : M. Gilbert Sambson ; transports, ravitaillement, tourisme : M. Joseph Bedo ; fonction publique, travail et lois sociales : M. Georges Ruyph ; population et condition sociale : M. René Yandras ; défense : colonel Guy Sibon ; santé : M. Jean-Jacques Scraphia ; intérieur : M. Portes Ampy ; enseignement secondaire et éducation de base : M. Théophile Andrianjato ; sciences, enseignement supérieur et recherche scientifique : M. Ignace Rakoto ; information, animation idéologique et coopération : M. Bruno Rakotomavoa ; affaires étrangères : M. Christian René Richard ; jeunesse et sports : M. Said Ali Koussay ; industrie et commerce : M. Georges Solofoson ; travaux publics : commandant Victor Ramahatsia ; production agricole et réforme agraire : M. Nidina Andrianmanantsoa.

* Nouveaux ministres.

Ethiopie

L'ARMÉE ETHIOPIENNE s'apprête à lancer une nouvelle offensive et à utiliser les gaz innervants contre la résistance érythréenne, a affirmé, vendredi 15 janvier, à Paris, le représentant du Front populaire de libération de l'Erythrée (F.P.L.E.) en France, M. Nafi Kirdi. M. Kirdi a, d'autre part, précisé qu'il avait reçu l'assurance du quai d'Orsay qu'il n'avait pas été question de l'Erythrée ni de ventes d'armes françaises au D.B.G. lors des négociations franco-éthiopiennes de décembre. « Le gouvernement français, a-t-il ajouté, a constaté qu'il n'existe pas de volonté de paix de la part de l'Ethiopie sur le problème de l'Erythrée. »

Tunisie

M. FRANÇOIS MITTERRAND se rendra en visite officielle en Tunisie dans le courant de l'année 1982, a déclaré le vendredi 15 janvier à Paris M. Masi, ministre tunisien. M. Masi, qui venait d'avoir une entrevue suivie d'un déjeuner avec le président, a indiqué que cet ancien avait porté notamment sur le Proche-Orient, les relations avec les pays du Maghreb et le Sahara occidental.

AMÉRIQUES

Canada

LE PROJET DE RÉFORME CONSTITUTIONNELLE Mme Thatcher oppose une fin de non-recevoir à la démarche de M. René Lévesque

Québec (A.F.P.). — Le premier ministre britannique, Mme Thatcher, a répondu la semaine du chef du gouvernement provincial du Québec, M. René Lévesque, lui demandant de retarder l'adoption de la Constitution canadienne par le Parlement de Londres, a-t-on annoncé officiellement vendredi 15 janvier à Québec.

Dans la courte réponse en anglais à une lettre que lui avait adressée le premier ministre québécois le 18 décembre, Mme Thatcher explique que les procédures légales intentées par Québec contre le projet de réforme constitutionnelle canadienne sont « une affaire purement canadienne ». En conséquence, l'adresse soumise à la reine Elizabeth par la Chambre des communes et le Sénat

d'Ottawa sera déposée par le gouvernement britannique au Parlement de Westminster afin de lui donner « un effet légal », et cela « en accord avec la procédure établie ».

Mme Thatcher se déclare « désolée d'apprendre que la province de Québec envisage de se retirer de la Constitution canadienne » et « d'être en désaccord avec le gouvernement fédéral (d'Ottawa) et les gouvernements des neuf autres provinces du Canada » lors des nouvelles négociations constitutionnelles du 5 novembre 1981.

Elle considère qu'« il ne serait pas approprié de suspendre l'adhésion » concernant le rapatriement des textes constitutionnels canadiens et refuse de se rendre aux raisons invoquées par le premier ministre québécois.

MM. TRUDEAU ET LOPEZ PORTILLO VEULENT ACCÉLÉRER LE DIALOGUE NORD-SUD

Mexico (A.F.P.). — Le Mexique et le Canada adresseront prochainement une note aux dirigeants des vingt autres pays qui ont participé au sommet Nord-Sud de Cancun afin d'accélérer la relance de « négociations globales » au sein des Nations-Unies.

Prenant la parole au cours d'une conférence de presse à la fin de sa visite officielle, à Mexico, qui s'est achevée le vendredi 15 janvier, le premier ministre canadien, M. Trudeau, a indiqué que cette note, rédigée par lui-même et le président Lopez Portillo en qualité de coprésidents du sommet, constituerait une demande pour que les représentants des pays concernés « adoptent les mesures adéquates » pour rendre possible l'ouverture des négociations globales Nord-Sud.

Le premier ministre a lancé une mise en garde au sujet du Salvador, en indiquant que la crise qui traversait ce pays pouvait « se

transformer en un piège, tout comme dans le cas de la Pologne, car pouvant encourager une intervention militaire étrangère ».

Le Canada rejette toute forme d'intervention extérieure. Cependant, a-t-il ajouté, se déchargeant ainsi de la position du Mexique, le Canada soutient le processus électoral en cours au Salvador, estimant que « toute élection est préférable à la guerre civile ».

M. Trudeau a refusé de dire s'il considérait comme « souhaitable » que le Front sandinista mène pour la libération nationale (F.M.L.N.), qui a reçu en août dernier la reconnaissance politique du Mexique et de la France, cartouche aux élections du Salvador en mars prochain. Le premier ministre a démenti que le Canada ait l'intention de dépêcher des troupes au Salvador dans le cadre d'un contingent de paix, mais il a confirmé qu'il enverrait des « observateurs » pendant les élections.

Chili

LA COUR SUPRÊME ANNULE LE NON-LIEU EN FAVEUR DES RESPONSABLES PRÉSUMÉS DU MEURTRE D'UN ANCIEN MINISTRE D'ALLEMAGNE

Santiago-du-Chili (A.F.P.). — La Cour suprême du Chili a estimé jeudi 14 janvier que « l'innocence des personnes impliquées » après l'assassinat de l'ancien ministre socialiste des affaires étrangères, Orlando Letelier, à Washington en 1976, n'était « pas clairement établie ».

La Cour suprême a annulé le non-lieu prononcé le 15 décembre 1981 par la cour martiale en faveur de l'ancien directeur de la D.I.C. (police politique), le général Manuel Contreras, et de ses collaborateurs, le colonel Pedro Espinoza et le capitaine Armando Fernandez Larios.

Un grand jury américain avait accusé ces trois militaires d'avoir commandité le meurtre de l'ancien ministre d'Allemagne et de sa secrétaire, Bonnie Muffit. Leur extradition, demandée par les Etats-Unis, avait été refusée par la Cour suprême du Chili en raison des tensions existant alors entre les deux pays. Le verdict de la Cour devrait permettre la réouverture du procès, estimant les observateurs à Santiago. Tout porte à croire que la famille de la victime sollicitera une telle décision, ajoutent-ils.

Cependant, la sœur de l'ancien ministre, Mme Fabiola Letelier, s'est déclarée totalement insatisfaite par le verdict de la cour. « L'horrible meurtre de mon frère ne peut rester sans coupables », a-t-elle affirmé vendredi, dénonçant « le peu de diligence dont a fait preuve la justice chilienne pour élucider les faits ».

M. Michael Tomzlay, agent présumé de la D.I.N.A. qui avait déposé le 21 septembre 1976 une bombe dans la voiture de l'ancien ministre socialiste, est actuellement emprisonné aux Etats-Unis. Pour sa part, le général Contreras dirige maintenant au Chili une importante compagnie de protection des personnes, des biens et des entreprises.

Le Monde

PROCHE-ORIENT

LES MAIRES DE HÉBRON ET DE HALHOUL A PARIS

Le voyage de la dernière chance ?

Correspondance

Les maires palestiniens de Hébron et de Halhoul, MM. Fahd Kawasme et Mohamed Melhem, accompagnés de Clémentine par les Israéliens en mai 1980, sont attendus à Paris ce samedi 16 janvier. Ils devraient rencontrer M. Mitterrand jeudi 18 janvier ainsi que d'autres personnalités françaises, dont M. Chirac. Ils souhaitent exposer leur point de vue sur la situation dans les territoires occupés et sur leur propre cas au président, avant sa visite en Israël.

L'annonce, faite vendredi 15 janvier à l'Élysée, que la visite de M. Mitterrand en Israël aura lieu « début mars » et que la mission préparatoire française va partir pour Jérusalem « à tout début mars » a été accueillie avec une certaine joie. Un espoir d'accompagnement n'a été accompagné d'aucun commentaire officiel à Paris. En Israël, un porte-parole s'est borné à se dire « heureux » de cette première visite d'un président français, ajoutant : « Nous nous apprêtons à l'accueillir chaleureusement et à lui témoigner toute notre amitié. » Pour sa part l'ambassade d'Israël à Paris rappelle que « la visite de M. Chirac en décembre dernier a été l'occasion de retrouvailles » et espère que « la suite de cette visite, les relations seront renforcées ».

Revenir en Cisjordanie : une obsession pour MM. Kawasme, quarante-deux ans, ingénieur agronome et père de cinq enfants, et Melhem, cinquante-deux ans, père de neuf enfants, qui enseignait l'anglais avant d'être élu maire, comme son collègue de Hébron, en 1976. Tous deux vivent aujourd'hui à Amman, et même depuis le début de leur exil une certaine obstination qui les a conduits six fois aux États-Unis, dans la plupart des pays d'Europe occidentale et dans plusieurs pays de l'Est. « En vingt mois, nous avons passé quelque quatre cents heures en avion, calculé le maire de Hébron, M. Melhem, de dix mille télégrammes en notre faveur ont été adressés ».

d'un peu partout au gouvern-

ment israélien.

Doux grèves de la faim, trois

résolutions au Conseil de sécurité

de l'ONU demandant l'abrogation

de l'arrêt d'expulsion dont

ils sont l'objet, l'intervention de

chefs d'État et de gouvernement

tels que le président roumain,

M. Cossu, ont incité les

Israéliens de marbre. La pers-

pective d'un changement de

gouvernement en Israël avant les

élections de juin 1981 puis l'an-

nonce par le ministre de la

défense, M. Sharon, d'un « ap-

paulement » de la politique

suivie dans les territoires occu-

pés avaient redonné quelque

espoir à MM. Kawasme et

Melhem quant à un prochain

retour. Un espoir douché par le

« non » opposé en octobre par

M. Sharon à une requête de

leur avocat, M. Felicia Langer.

« Ils n'ont pas renoncé à

poursuivre leur campagne, une

certaine lassitude marque au-

jourd'hui leur propos. » Il faut

du temps avant que nous

puissions rentrer chez nous »,

convient M. Kawasme. « Ce

voyage en France est peut-être

notre dernière chance, souligne

pour sa part son collègue. Si

les dirigeants français ne

peuvent convaincre M. Bagin

de nous laisser revenir en Cis-

jordanie, alors, tant que durera

le gouvernement Bagin, nos

chances seront très minces. »

Installés

dans le provisoire

Désolé mais pas résigné, M.

se sont installés dans un provi-

soire d'autant plus pesant qu'ils

vivent séparés de leur famille.

M. Kawasme reçoit régulièrement

la visite d'habitants de Hébron,

ses administrés, qui

franchissent le Jourdain pour lui

demander aide et conseil. Mais

il n'a pas voulu jusqu'à présent

prendre de travail en Jordanie,

car, ce, serait accepter de

revenir au « régime » d'il y a dix

ans. Dans la même situation, M. Mohamed

Melhem vient d'être élu mem-

Jordanie

Amman accuse Damas de chercher à provoquer des troubles confessionnels

Correspondance

Amman. — Y a-t-il un « plan syrien » visant à créer des troubles confessionnels en Jordanie ? L'hypothèse n'est pas exclue par les observateurs à Amman. Le communiqué du ministère du Pénitencier de l'intérieur, diffusé mercredi 14 janvier, accusant un diplomate syrien en poste à Amman, M. Kisham Kumbur, d'origine d'un attentat à la bombe qui a fait six blessés le 12, paraît donner consistance à la thèse.

L'attentat a en partie détruit un magasin de spiritueux du quartier résidentiel de la capitale et secteur des ambassades. Le propriétaire, chrétien, est l'une des victimes. Mais l'un des blessés est un musulman, selon les autorités, le porteur de la bombe, un jeune homme de vingt ans, originaire de Naplouse, en Cisjordanie. Le communiqué affirme qu'il a bénéficié de la complicité d'un membre de sa famille, recruté il y a quelques mois par M. Kumbur et les services secrets syriens pour une mission, notamment d'organiser une série d'attentats contre des commerces d'alcool « dans l'intention d'en faire porter la responsabilité aux intégristes musulmans de Jordanie ».

Déjà, en octobre 1981, plusieurs magasins chrétiens avaient été incendiés. D'autres auraient fait depuis l'objet de menaces, ainsi que les hôtels organisant des réveillons à l'occasion des fêtes de fin d'année.

Ces incidents, attribués par la presse publique aux Frères musulmans, avaient suscité une vive inquiétude, notamment au sein de la communauté chrétienne, au point qu'à l'occasion de l'anniversaire de la naissance du pro-

phète Mohamed, le 5 janvier, le roi Hussein fit, devant un cortège de « cheikhs » (chefs religieux) de l'armée, et en présence des plus hautes personnalités chrétiennes, une déclaration remarquée : « Il n'y a pas de place, parmi nous, pour l'extrémisme confessionnel ou régionaliste, ou pour tout autre forme d'extrémisme », avait-il dit. « Nous pensons sans cesse à ceux qui appellent à la sédition confessionnelle, ou qui font circuler de fausses rumeurs. L'Unité de la Jordanie, le premier qui ait fait des victimes, est intervenu quatre jours après cette déclaration, suscitant un regain d'émotion ».

On observe cependant à Amman que les Frères musulmans n'ont aucun intérêt à ce que leurs relations avec le gouvernement se détériorent. La Jordanie est en effet le seul pays arabe qui leur ait accordé un statut, même si ce n'est qu'un statut « d'organisation de bienfaisance ».

En revanche, la Syrie verrait d'un bon œil une répression des Frères musulmans jordanien qu'elle accuse d'aider les intégristes syriens. De plus, les services de sécurité jordanien auraient arrêté il y a quelques semaines une voiture transportant des armes et des explosifs à la frontière syro-jordanienne, au moment où elle entrait dans le royaume. « La Syrie voudrait aussi qu'il y ait une situation telle en Jordanie que nous ne puissions plus aider l'Irak », affirme pour sa part une personnalité proche du gouvernement. « Nous devons attendre les résultats de l'enquête pour dissiper tout malentendu », ajoute-t-il, mais nous ne ferons rien qui puisse aggraver la tension avec Damas ».

(Publié)
LE NUCLEAIRE ET LA PROLIFERATION
DES ARMES ATOMIQUES
DÉBAT
le MARCHÉ 10 JANVIER à 20 h 30
Avec : Mme Martine HARRIS
journal « La Recherche » —
M. Georges AMSEL, directeur de
recherche au C.N.R.S. — M. Louis
FRIEDLÉ, de l'École des Hautes
Études en Sciences sociales —
M. Jean-Claude ZERBES, ingé-
nieur.
CENTRE RACHA/CURY
30, bd de Port-Royal, PARIS 8^e
Tél. 331-46-50

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE
spécialement destinée
à ses lecteurs
résidents à l'étranger
Complète spéciale sur demande

aujourd'hui
SAMEDI
16 JANVIER1^{ère} Journée desSoldes
FOURRURES
GEORGE V

MANTEAUX

Ragondin	6.450 F	5.150 F
Queue de Vison dark	9.850 F	7.850 F
Marmotte canadienne	17.850 F	14.750 F
Astrakan Swakara	6.750 F	5.750 F
Castor rasé	13.250 F	9.850 F
Vison dark	16.750 F	13.900 F
Vison ranch	19.750 F	16.750 F
Renard bleu	15.750 F	12.850 F
Vison pastel	18.750 F	15.350 F

MANTEAUX LONGS du SOIR

Vison blanc	65.000 F	32.500 F
Vison Koh.LNoor	45.000 F	22.500 F
Vison dark	35.000 F	17.500 F
Chinchilla	140.000 F	70.000 F

VESTES

Astrakan Swakara noir, marron	6.250 F	4.950 F
Agneau de Toscane	2.850 F	2.250 F
Renard bleu	5.450 F	4.450 F
Marmotte canadienne	8.250 F	6.650 F
Vison dark	9.750 F	7.850 F

PELISSES

Intérieur Castorette	1.950 F	1.450 F
Intérieur et col		
Opossum pleine peau	4.250 F	3.450 F

40, Av. George V
Paris 8^eMagasin ouvert tous les jours de 9h30 à 19h.
sans interruption, sauf le dimancheA travers
le monde

Afghanistan

UN REPRESENTANT DE LA RESISTANCE REÇU AU QUAI D'ORSAY. — M. Anwarul Lodin, conseiller politique du Mouvement révolutionnaire islamique d'Afghanistan, l'une des plus importantes organisations de la résistance, a été reçu, vendredi 15 janvier, par un haut fonctionnaire du ministère des relations extérieures. Le Quai d'Orsay a indiqué que de tels contacts avec des membres de la résistance afghane avaient déjà eu lieu à plusieurs reprises et qu'ils permettaient de compléter l'information du gouvernement sur la situation en Afghanistan.

Berlin-Ouest

VINGT-CINQ PERSONNES ONT ÉTÉ BLESSÉES — dont un bébé de quatorze mois gravement — par l'explosion d'une bombe dans un restaurant israéliel de Berlin-Ouest, vendredi 15 janvier. Les premières investigations indiquent que la bombe n'est pas imputable à l'extrême droite. — (Reuter)

Ouganda

M. ANTHONY OCAVA, secrétaire général en exercice du exécutif du parti démocratique, principale formation d'opposition, a été arrêté et interné dans une caserne à l'extérieur de Kampala, a-t-on appris, vendredi 15 janvier.

Venezuela

TENSION ENTRE LE VENEZUELA ET LE NICARAGUA. — Le gouvernement de Caracas a demandé, vendredi 15 janvier, à la junte nicaraguayenne de « préciser sa position » sur ses futures relations avec le Venezuela. Dans un communiqué, il demande si le ministre de l'intérieur nicaraguayen, M. Tomas Borge, qualifié d'« irresponsable », laisse « entre de faibles possibilités » aux relations entre les deux pays. Ce document est publié à la suite de l'explosion du Nicaragua de trois diplomates vénézuéliens, deux civils et l'attaché militaire de l'ambassade — accusé d'avoir aidé « un groupe contre-révolutionnaire » qui projetait des attentats contre des personnalités nicaraguayennes. (Le Monde du 15 janvier). — (A.F.P.)

Je suis ici

Le Monde

Société

JUSTICE

Les affaires judiciaires de Paribas

Nouvelle inculpation pour un sous-directeur

Entouré d'une grande discrétion, l'instruction des deux dossiers judiciaires concernant la Banque de Paris et des Pays-Bas continue. Dans l'affaire des constitutions illégitimes d'avoir en Suisse réalisées par les soins de Paribas, M. Daniel Rouchy, sous-directeur du service de gestion privée, a été inculpé à son tour, le 15 janvier, par M. Jean-Pierre Michaux, le juge d'instruction chargé du dossier.

Comme M. Pierre Moussa et M. Jean Richard, M. Rouchy avait déjà été inculpé l'année dernière à la légation sur des données et les charges à l'occasion du transfert au Canada de trente-cinq millions d'euros appartenant à M. Pierre Laffont.

Catulle et rhododendron...

Le dossier relatif à la fraude de M. Pierre Laffont, industriel toulousain, est sans doute au point mort. Certains éléments, cinquante-cinq clients de Paribas et cinq dirigeants de Paribas, ont été inculpés en pleine évolution comme le montre l'inculpation de M. Rouchy. M. Jean-Pierre Michaux notifie régulièrement des inculpations aux clients de Paribas qui ont exporté irrégulièrement en Suisse, plus de 1 million de francs suisses. Pour l'instant, vingt-sept des cinquante-cinq personnes visées par la plainte du ministre du budget sont ainsi inculpées. Les autres le seront prochainement, même si certains clients répondent à leur convocation par l'envoi de certificats médicaux, soit parce qu'ils sont indisposés, soit qu'ils entendent répondre le plus tard possible leur inculpation.

Malgré le dossier d'instruction, déjà volumineux, c'est aussi une procédure assez simple. Très vite, M. Michaux a fait saisir, de l'ensemble du plan de fraude mis en œuvre par la banque et non plus seulement des plaintes visant notamment les clients et cinq dirigeants de Paribas. L'instruction s'emploie ainsi à identifier les clients qui apparaissent, sous des noms d'emprunt, dans deux agences de la rue de la Harpe, au siège de Paribas. La difficulté de ce travail est grande : les agences appartiennent à M. Léon Boissonnat, fondé de pouvoirs du service « gestion privée », qui est décédé le 19 décembre 1981. Certains noms d'emprunt, une large place était faite aux patronymes d'empereurs romains (Catulle, Titus-Live, etc.) et aux noms de lieux (Rhododendron, etc.). Les clients, dont les noms ont été identifiés, ont été inculpés, le 15 décembre 1981, la brigade financière à perpétuité, à la demande de M. Michaux, au domicile de dix-sept clients de Paribas à Neuilly-sur-Seine et à Paris (seizième arrondissement).

Ces nouveaux inculpés posent un petit problème. Certains ont placé en Suisse moins de 1 million de francs. Pourront-ils transiger avec les données et donc éviter un procès pénal ? La réponse sera donnée lors de la clôture de l'instruction. Il n'est pas évident, en tout cas, que la justice considère, comme le ministre du budget, que les transactions sont possibles dès qu'elles se situent en dessous de la barre du million. Ces inculpations, qui n'ont pas encore été révélées, les autres ne contribuent pas à donner une image de service, d'ordre, de compétence du département de gestion privée de Paribas comme le souhaitait son directeur, au mois de juin 1980. Ce dernier, M. Jean Richard, va du reste être mis à la retraite comme l'avaient été, le 1er septembre 1981, M. Léon Boissonnat et Daniel Rouchy, sous-directeur. Une manière de « coup de balai ».

Le dossier judiciaire et administratif, concernant M. Laffont, est moins avancé. Les trente-cinq millions placés d'un seul coup en Suisse, ont été saisis par le fisc. Aussi le ministère du budget a-t-il pris des mesures conservatoires dans le mobilier du châtelet que l'épouse de l'industriel possède à Bidart. Les autorités ont, d'autre part, fait procéder à une prise d'hypothèque sur l'usufruit des biens de M. Laffont. Mais qu'une saisie sur ses comptes bancaires. Mais l'industriel n'est toujours pas inculpé. Réfugié avec sa famille, en Suisse, il refuse de défier aux convocations du magistrat instructeur. Ce dernier a délivré contre lui un mandat d'arrêt international. La Suisse, pour l'instant, la sonde oreille.

LAURENT GREILSAMER.

LE DOSSIER DE LA COSEF

Chimie et transferts de fonds

La société COSEF a déformé quelques données d'ordre technique au milieu professionnel de l'industrie chimique. C'est, en effet, une fraude très importante — portant sur une somme d'environ 80 millions de francs — que lui reproche le ministère du budget (nos dernières éditions). Cette société de Riom, dans le Puy-de-Dôme, appartient au holding Reti, principalement spécialisée dans la recherche médicale, pharmaceutique, et chimique, contrôlée depuis quelques années par le puissant groupe néerlandais AKZO.

Les premières recherches de la direction nationale des enquêtes douanières remontent à la fin de 1980. Elles se sont précipitées en 1981 et plus particulièrement le 17 février lors d'une « visite » des données au siège de la société. Ce jour-là, ainsi au ministère du budget que la COSEF aurait commis des infractions de change — par le biais de surévaluation opérée dans les relations avec d'autres sociétés du même groupe. Ces infractions se caractérisaient par des « transferts irréguliers de fonds » à destination et en provenance de Suisse.

Le président du directeur de la société en cause, M. Georges Radionoff, s'il reconnaît que les données suisses — ont posé des questions, notamment sur les prix d'importation des matières premières en provenance de Suisse, « d'un côté, en revanche, formellement toutes les données de la société sont exactes ». Nous avons pu expliquer et prouver sans la moindre ambiguïté, dit-il, qu'il n'a jamais été question de fuite de capitaux vers la Suisse. « Il ajoute :

« Déjà, bien avant l'enquête de la douane, nous avions simplifié notre système à nous sommes convaincus que la situation actuelle ne peut plus provoquer de questions. »

La direction générale des données, et le ministre délégué au budget, M. Laurent Fabius ne semblent toutefois pas convaincus. Le ministre a décliné, le 22 décembre, de saisir la justice et sa plainte devrait être déposée dans les premiers jours de la semaine prochaine. Outre la volonté du ministre du budget de rendre publiques de telles fraudes pour mieux les dénoncer, cette affaire risque d'être l'élément de fait que M. Claude Wolf, maire de Chambray et député de l'opposition, proche de M. Valéry Giscard d'Estaing, est le commissaire aux comptes de la société Reti. M. Wolf assure, pour sa part, qu'il est « irresponsable de faire un lien entre cette affaire et la politique ». Il explique qu'il a avisé le procureur de la République de l'enquête des données des qu'il n'a sa connaissance, ce qui est son devoir, et qu'il ignore complètement ces infractions dont on lui parle aujourd'hui. M. Wolf, qui dirige un cabinet d'expertise comptable à Chambray, indique qu'il se connaît : « Les fonds de la société Reti ne sont pas restés en Suisse et sont revenus dans l'entreprise ».

La COSEF emploie sept cent cinquante salariés dans le Puy-de-Dôme. Elle possède trois usines : deux à Aurillac et une à Gannat. — L. G.

Un début d'épidémie de méningite cérébrospinale vient d'être enregistré à Bourg-en-Bresse (Ain). Après la décès, il y a quelques jours, de deux jeunes filles âgées de dix-huit et vingt et un ans, victimes d'une méningite bactérienne, deux autres personnes, un garçon de onze ans et une adolescente de quinze ans, avaient été hospitalisées à Bourg-en-Bresse. Une enquête ouverte par la direction départementale de l'action sanitaire et sociale (DASS) a permis de constater que ces quatre personnes avaient séjourné, en compagnie d'une trentaine d'autres, dans un chalet des Sports de France à Mijoux, près de Gex (Ain), durant les vacances de Noël.

Le gérant avait été communiqué par l'un des participants à ce séjour. Toutes ces personnes, ainsi que leur entourage immédiat ont été placés sous surveillance médicale et soumises à un traitement préventif. Le 16 janvier au matin, les deux adolescents hospitalisés étaient considérés comme guéris.

AUX ASSISES DE LA SEINE-SAINT-DENIS

Cinq ans de prison pour l'organisateur d'un réseau de « ballets bleus »

La cour d'assises de la Seine-Saint-Denis, à Bobigny, présidée par M. Pierre Servat, a condamné, le vendredi 15 janvier, cinq hommes et une femme accusés « d'attenter à la pudeur sans violence sur des mineurs de moins de quinze ans », considérés comme des complices de Jacques Dugué dans une affaire de « ballets bleus » de 1974 à 1978.

Jacques Dugué, jugé à huis clos en novembre 1981 par la quinzième chambre correctionnelle de Bobigny (1), avait été condamné à six années d'emprisonnement et à 50 000 francs de dommages et intérêts pour chacune des huit familles des mineurs qui s'étaient constituées partie civile (« le Monde » du 4 novembre 1981).

Vendredi, Jean-Marc Dhumié, trente-trois ans, inspecteur des douanes, a été condamné à cinq ans d'emprisonnement, Vassilios Sokolowsky, cinquante-trois ans, ingénieur, à dix-huit mois avec sursis ; Alain Leroy, trente-trois ans, friseur, à trois ans avec sursis, et sa femme, Monique, vingt-neuf ans, à deux ans avec sursis. Alain Maillet, vingt-quatre ans, chauffeur-livreur, et Maurizio Sesse, vingt ans, imprimeur, ont été condamnés respectivement à dix-huit mois et à un an de prison avec sursis.

Mêmes retraits, même couplet. Voici cinq mois, un Jacques Dugué, trente-trois ans, inspecteur des douanes, a été condamné à cinq ans d'emprisonnement, Vassilios Sokolowsky, cinquante-trois ans, ingénieur, à dix-huit mois avec sursis ; Alain Leroy, trente-trois ans, friseur, à trois ans avec sursis, et sa femme, Monique, vingt-neuf ans, à deux ans avec sursis. Alain Maillet, vingt-quatre ans, chauffeur-livreur, et Maurizio Sesse, vingt ans, imprimeur, ont été condamnés respectivement à dix-huit mois et à un an de prison avec sursis.

Mêmes retraits, même couplet. Voici cinq mois, un Jacques Dugué, trente-trois ans, inspecteur des douanes, a été condamné à cinq ans d'emprisonnement, Vassilios Sokolowsky, cinquante-trois ans, ingénieur, à dix-huit mois avec sursis ; Alain Leroy, trente-trois ans, friseur, à trois ans avec sursis, et sa femme, Monique, vingt-neuf ans, à deux ans avec sursis. Alain Maillet, vingt-quatre ans, chauffeur-livreur, et Maurizio Sesse, vingt ans, imprimeur, ont été condamnés respectivement à dix-huit mois et à un an de prison avec sursis.

Quant à ceux des tuteurs qui auraient pu donner encore, au terme de la lecture d'un acte d'accusation de quarante pages, de la vérité des faits reprochés à des gens qui ne ressemblent rien à des monstres, l'assesseur des données et des données de photographies que la cour a fait circuler les jurés ont été convaincus. Les jurés se sont montrés plus sévères que l'avocat général.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

Ces enfants ont fait l'amour avec Monique Leroy ? Les jurés ont répondu par la négative. Ils ont déclaré que Monique Leroy, épouse de Jacques Dugué, avait fait appel de la loi « sécurité et liberté » pour bénéficier d'une disposition de la loi « sécurité et liberté » pour bénéficier d'une disposition de la loi « sécurité et liberté ».

Faits et jugements

Armes de Foix :

deux nouvelles arrestations

Les policiers du S.R.P.J. de Toulouse ont arrêté deux hommes, et non un seul comme on l'avait cru tout d'abord, dans le cadre de l'enquête sur les ventes d'armes de Foix à l'indiquée, vendredi 15 janvier. M. Marc Gaudin, procureur de la République. Ces arrestations portent à quatre le nombre des personnes actuellement détenues après l'affaire du camp militaire Clauzel. Les deux nouveaux suspects arrêtés sont des repris de justice, René Marquet, quarante-cinq ans, et Roger Doumenq, René Marquet pourrait avoir été le membre le plus influent du commando. Son physique semble correspondre le mieux à celui décrit par les sentinelles.

Les deux enquêteurs, ces arrestations pourraient être les dernières. Cependant, les deux policiers ont pu constater que l'inventaire des armes récupérées dans un champ à Canjac (Haute-Garonne) n'ont toujours pas été retrouvés.

Les deux nouveaux interpellés devaient être présentés, ce samedi, au parquet. Interrogé au sujet du rôle de René Marquet et des éventuelles implications politiques, l'avocat d'un des inculpés, M. Corona, a répondu : « Ce n'est pas impossible. »

L'accident ferroviaire

d'Epinau-sur-Seine :

une troisième victime

La collision ferroviaire du vendredi 15 janvier 1982 à Epinau-sur-Seine (Seine-Saint-Denis) a fait une troisième victime : M. Robert Boyard, cinquante-quatre ans, de Sannois (Val-d'Oise), qui avait été grièvement blessé dans le choc. Cette dernière est décédée vendredi après-midi des suites de ses blessures. Son mari, M. Raymond Boyard, avait été sur le coup (le Monde du 16 janvier).

Pour sa part, la S.N.C.F. a déclaré, vendredi, que la technique ferroviaire n'est pas en cause dans cet accident. Le président de l'entreprise, M. André Chadeau, a demandé que « toute l'assistance nécessaire soit apportée par les services de la S.N.C.F. aux victimes de cet accident sans attendre les résultats de l'instruction judiciaire ». Il a aussi prescrit une enquête administrative « afin de tirer les enseignements utiles sur les moyens propres à éviter ce genre d'accident ».

SPORTS

LE «MASTERS» A NEW-YORK

Connors sorti du dernier carré

De notre envoyé spécial

New-York. — Ivan Lendl va-t-il se retrouver, comme l'an passé, en finale du Masters, même s'il doit pour cela battre McEnroe ? Il semble qu'il ait davantage la chance avec lui cette année, en dehors des extraordinaires progrès qu'il a accomplis ces temps derniers. En effet, l'Argentin José Luis Clerc, victime d'une tendinite, a dû se retirer et lui a laissé le champ libre. Les quelques milliers de spectateurs, qui avaient payé leur place pour le « maître » du vendredi 15 janvier au Madison Square Garden, trouvaient la piste plutôt mauvaise, et ce n'est pas l'exhibition comme faire-valoir de la dernière minute du médiateur Peter Panzani, lequel navigue au septième rang du classement de l'Association des tennis professionnels — dont la pouvaient faire leurs choux gras.

Le public se sentait d'autant plus frustré que, en lever de rideau, John McEnroe, toujours lui, s'était montré fort involontairement « balancé » son match contre Eliot Teltscher, se faisant écraser 6-4, 6-1, non sans récolter son point habituel de pénétration pour grossièretés. Le résultat visiblement importait peu à McEnroe.

Le premier match de la soirée entre Jimmy Connors et Roscoe Tanner, disputé cette fois devant un amphithéâtre presque plein, dispensa une tout autre émotion. Ramport, à la surprise générale, par un Tanner assagi sur le score de 7-6 (7 points à 2), 6-7 (7 points à 1), 7-5 (9 points à 7), il dura trois heures et donna lieu à une lutte épiquée. Le vainqueur lutait pour la gloire puisqu'il était de toute façon éliminé, alors que Connors défendait sa place en demi-finale. Au tie-break du troisième set, Jimmy Connors mena par 4 points à 2 et compta deux balles de match. Mais Tanner, qui avait déjà possédé cinq balles de match au deuxième jeu, parvint à remonter et à coiffer son vieux rival. Les deux hommes se battirent sur les routes, Tanner victime même de crampes. Le dernier match, terminé à minuit, vit la victoire sans histoire de Geraldus sur Vilas (6-1, 6-0).

Les demi-finales de ce samedi sont donc ainsi composées : John McEnroe-Ivan Lendl et Vilas-Geraldu Teltscher.

L'immense arène de la 7^e Avenue va-t-elle faire le plein pour la finale de dimanche, le seul match disputé en cinq sets ? Les rivages de la Floride et des Caraïbes, vers lesquels ont cinglé les happy-eyes du week-end, vont-ils faire concurrence au soleil éblouissant de l'Arène ? Le Garden a besoin de chauffer le tantum de sa clientèle pour le tennis professionnel. Malgré les recettes qui lui rapportent cinq millions de dollars, les Rangers (hockey sur glace), malgré ses Knicks (basket-ball), malgré ses Harlem Globetrotters, qui recréent les grands soirs de clameurs, cette effervescence sportive jamais mieux décrite que par Ring Lardner, le bien nommé. Mais la ville de New-York elle-même est endormie jusqu'à la garde. Et l'on sait bien que les mauvaises passes ont des revanches glorieuses.

OLIVIER MERLIN.

JEUX OLYMPIQUES. — M. Juan Antonio Samaranch, président du Comité olympique olympique, a été reçu vendredi 15 janvier à l'Élysée par M. François Mitterrand. Au cours de cet entretien, le président de la République a souhaité qu'une candidature française se manifeste pour l'organisation des Jeux olympiques de 1992 (c'est déjà le cas de Nice).

SKI ALPIN. L'Autrichien Harti Wehrather a gagné, vendredi 15 janvier, la première descente de Kitzbühel en améliorant le record de la célèbre piste de Hahnenkamm en 1 min 57 sec, 20/100 (107,82 km/h de moyenne).

SKI NORDIQUE. — La Tchèque Jolana Janda a remporté, le 15 janvier, la 2^e étape (Vogels), sa deuxième victoire dans la deuxième épreuve comptant pour la Coupe du monde en parallèle. Les 5 km en 15 min 8 sec 1/100.

CARNET

Décès

On nous prie d'annoncer le décès de :

M. Marc DESACHÉ, agent de change honoraire, ancien agent de la Direction des services de change de Paris, ancien sénateur d'Indre-et-Loire, président honoraire du conseil général d'Indre-et-Loire, ancien maire de Sainte-Maure-de-Touraine, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918.

survenu à Paris le 15 janvier 1982, muni des sacrements de l'Eglise, de la part de :

Mme Marc Desaché, son épouse, M. et Mme Roger Desaché, ses enfants, M. et Mme Charles Briard, M. Eric Desaché, Mlle Nathalie Desaché, M. Jean-Marc Desaché, Mlle Florence Desaché, M. Hervé Desaché, ses petits-enfants, M. André Reuz, son beau-frère, et de la famille Magdelain.

Les obsèques auront lieu le lundi 15 janvier à 14 h 30 en l'église de Sainte-Maure-de-Touraine.

Un service sera célébré le mardi 16 janvier à 15 h 15 en l'église Saint-Pierre du Gros-Châillon, 92, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

(Marc Desaché était né le 15 octobre 1901 à Joué-lès-Tours (Indre-et-Loire). Ancien syndic de la Compagnie des agents de change de Paris, il présidait le conseil général de son département natal lorsqu'il fut élu sénateur le 26 avril 1959. Marc Desaché, inscrit au groupe politique de l'Union pour la nouvelle République (U.N.R.), a représenté l'Indre-et-Loire au Palais du Luxembourg, jusqu'en septembre 1961.)

Mme Octave Horon, Les docteurs Alain et Karen Horon et leurs fils.

Le docteur Daniel Campagna, homme et jeune enfant, M. Philippe Horon, Les familles Horon et Moré, ont la douleur de faire part du décès de :

M. Octave HORON, géologue, ingénieur en chef au Bureau de recherches géologiques et minières, chevalier de l'Ordre national du Mérite, chevalier des Palmes académiques, leur époux, père, grand-père, est survenu le 5 janvier 1982 dans sa soixantième année.

Selon le souhait du défunt, les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

Ce sera sans lieu de faire-part. 28, rue de Fontenay, 92230 Sceaux.

Anniversaires

— Pour le dix-septième anniversaire de la mort de :

Albert ALFANDARI, une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé, et qui restent fidèles à son souvenir, comme à celui de :

Emy ALFANDARI, Lucie et Fani MOULIA.

— Pour le sixième anniversaire du rappel à Dieu, le 15 janvier, de :

Edmond DROHME, ses amis se souviendront par la pensée et s'uniront à la prière des âmes au cours des masses célébrées à son intention le même jour.

Communications diverses

— La réunion des anciennes élèves de Notre-Dame-de-Bon des Maisons de France et de tous pays aura lieu le mercredi 20 janvier 1982, à partir de 16 heures, 61, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris. Membre à 17 h 30.

Docteurs d'Ecole

— Université de Paris-I, samedi 16 janvier à 14 heures, amphithéâtre Richelieu (salle 100). M. Denis ROSENFIELD : « Logique et liberté (une étude sur la structure logique de la pensée politique de Hegel) ».

Université de Paris-II, mardi 19 janvier à 15 h 15, salle des Conférences. M. Pierre DRANCY : « La mesure de la liberté de placement de l'argent d'assurance en fonction de la qualité juridique et de son statut professionnel ».

A la recherche de thèmes mobilisateurs

Samedi après-midi, le rapporteur général, M. Philippe Lazar, directeur de recherches à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, devait présenter le rapport de synthèse qu'il a rédigé avec l'aide de M. Michel Callon, maître de recherches à l'Ecole des mines de Paris. Ensuite, M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de la technologie, devait décrire les objectifs généraux de l'action de son ministère et indiquer sur quelques points plus précis comment il entend utiliser les travaux du colloque. En fin de séance, le premier ministre, M. Pierre Mauroy, devait apporter la note politique ultime.

d'entre-soi
sont à des
prendre.
Les pas-
sés, le
thème
pro-
de ces
un
suscép-
de choix :
débat, y
a à con-
siderer
sibles
e dévot-
« période
d'auto-
sociétés »
onnes so-
propos
ral et de

l'impact de l'innovation techno-
logique ; étude de « l'échange
technique » avec les pays du tiers-
monde ; le commerce, l'archéologie
industrielle et industrie à rap-
pelé à leur propos « la nécessité
du pluralisme des choix techno-
logiques ».

Cette notion de thèmes mobili-
sateurs est apparue comme cen-
trale à bien des débats. Et
malgré tout sans doute une étude
plus approfondie de ces thèmes
importantes, comme la distinc-
tion entre « thème » et « pro-
gramme ». Ces clarifications
sont d'autant plus nécessaires
c'est sur les thèmes mobilisa-
teurs que le ministère de la
recherche et de la technologie
voudrait vouloir s'appuyer
plus gros de son effort financier
puisque'il prévoit pour eux des
accroissements annuels de 30 %
et qu'il a déjà espéré qu'ils
demandent d'évaluations et de
critères de choix.

MAURICE ARCHEY

MAURICE ARYONNY.

S

Provence-Alpes-Côte d'Azur

De notre correspondant

ces choses en règle. Or, un jour soudainement après le détalé legal, arrive la réponse de l'équipement, qui réclame un complément d'enquête et demande surais à exécution. H est trop tard.

Le refus de l'équipement, le promoteur porte l'affaire devant le tribunal administratif. Celui-ci enquête sur place et rend son jugement... le 4 juin 1981 : un jugement qui est favorable au promoteur. Les juges reconnaissent la validité du permis de construire. Ils constatent que, face aux arguments de la mairie sur l'atteinte grave faite au site, « qu'en l'état du style de construction ainsi qu'aux dimensions et à la nature du terrain, on ne saurait être considéré comme un bois ou un pure public boisé ». Ils concluent : « Il n'y a pas lieu d'annuler le projet ».

C'est sans l'avis de l'association

de défense, dont je présidents.
M. François Fournier, estime qu'une
atteinte irrémissible sera portée au
site du camp Cassinelle, le lotissement
« étant visible comme le nez au
milieu de la figure ». M. Fournier
estime que l'association qui a
d'autre appétits, l'association qui
préside vient d'introduire à son tour
une action devant le tribunal admini-
stratif, tout comme, à titre indivi-
dual, deux autres propriétaires riva-
ux, inquiets pour leur tranquillité.
La direction départementale
l'équipement, M. Alain Laroche,
son directeur, a hérité de ce dossier.
épineux (il n'était pas en poste à
l'époque), on reconnaît s'être fait
prendre de vitesse et on invoque la
trop grande brièveté des délais.
Aujourd'hui pareil travail ne pourrait
pas se produire mais on pourrais
espérer « jouer » ainsi avec les
textes.

Quant au maître de Cassinelle,

M. Rastoin, il se dit choqué par ce projet monstrueux et, au-delà du problème juridique qui l'oppose au promoteur, il regrette que la réglementation permette d'obtenir un permis tacite pour 176 logements à la fois. « *Passes encore pour un cabanon ou un poulailler, s'exclame le maire de Cassis, mais pas pour un ensemble* une augmentation des charges communales que ne manqueraient pas de provoquer les besoins en voirie et en infrastructures de futur lotisse-

Le sort du projet est désormais entre les mains du Conseil d'Etat, devant lequel la commune et la direction de l'équipement ont introduit un recours.

JEAN CONTRUCCI.

Liberté et planification

de développer des antagonismes de groupe, à coup sûr fort nuisibles à la démarche collective de la recherche dans ce pays ». Elle invite aussi à réfléchir aux moyens de « raccorder convenablement les possibilités de la recherche et de la technologie avec les besoins, les désirs et les possibilités du milieu aval », tout en rappelant que « du côté de l'amont la notion de transfert est capitale ».

Si l'Académie des sciences réclame que soit progressivement supprimée la notion d'empêchement indispensable à la réflexion et au travail », elle demande aussi que « l'exigence scientifique soit le seul critère de l'enseignement et de la promotion des chercheurs » ; dont la mobilité doit être « facilitée par des mesures réglementaires nécessaires ». Sur ce point, l'Académie appelle à une mobilité entre disciplines, entre organismes, entre régions, entre sciences de base et applications, entre recherche et autres secteurs d'ac-

Cela suppose toutefois en premier lieu des exigences lors du recrutement des chercheurs, des exigences lors des changements de grades, des exigences dans la désignation des fonctions, mais cela sous-entend aussi, nous le verrons, une adaptation et la rigueur scientifiques des organes de recrutement et de nomination.

S'agissant du distingué que l'on fait constamment entre recherche fondamentale et recherches appliquées, l'Académie indique que l'une et l'autre sont fondamentales, dépendant de la situation, de la nature de la question, de la phase opposée dans le développement de la recherche.

En ce qui concerne l'organisation de la recherche, outre la nécessité d'élargir le recrutement en faveur de l'information scientifique et technique, l'Académie des sciences recommande enfin que les dotations de base des grands organismes de recherche fondamentale soient portées à un taux normal, ce que l'Obbencourt a déjà recommandé si ce n'est plus une question de survie pour les demandeurs mais une incitation à l'ouverture.

A PROPOS DE...

LA VISITE DE M. MICHEL ROCARD A MELUN-SÉNART

Relance des villes nouvelles

M. Michel Rocard, ministre d'État, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, a inauguré le 15 janvier la déviation de Moissy-Cramayel (Seine-et-Marne) dans la ville nouvelle de Melun-Sénart. C'était sa première visite officielle dans une des cinq villes nouvelles de l'Ile-de-France depuis que, lors de la constitution du premier gouvernement de M. Pierre Mauroy, la responsabilité de ce qui fut un des grands instruments d'aménagement du territoire dans les années 70 a été directement rattachée à son ministère.

« Je me considère sans résistance ni arrière-pensée comme le ministre des villes gouvernées, je affirme à Melun-Sénart M. Rocard. Le dossier (elles sont neuf en France, arbitrant sept cent cinquante mille habitants) ne lui était pas inconnu : maître de Confilens-Sénart-Honorine (Yvelines), il eut vu s'élever aux portes de Paris des villes nouvelles, et ainsi échapper à la ville des équipements et des emplois qu'elle aurait pu légitimement revendiquer. Il a ainsi directement vécu la difficile insertion des villes nouvelles dans leur environnement, mais il a aussi pu constater que les villes nouvelles ne constituent pas des pôles importants de développement social et économique, et une croissance urbaine organisée et planifiée me paraît bien préférable aux excroissances anarchiques, spontanées ou en tache d'huile, qui ont été le résultat de toutes les hasards de la spéculation foncière. »

nombre de points importants est possible (la Monde du 11 novembre 1981), des désaccords fondamentaux subsistent parmi les élus socialistes : quelle doit être la structure de l'organisme qui rassemble les communes autour de la construction d'une ville nouvelle ? faut-il une communauté d'agglomération avec un conseil élu au suffrage universel direct ou un syndicat d'agglomération « géré par des délégués des conseils municipaux ? Les situations sont, il est vrai, très diverses d'une ville nouvelle à une autre. Aussi, M. Rocard n'a pas exclu une large possibilité de choix pour chacune d'elles.

Pas question, donc, d'en tirer la construction, à l'inverse de ce que souhaitent certains responsables socialistes, même s'il faut « mieux associer les élus locaux au devenir de ces villes nouvelles ». Les habitants eux-mêmes ne sont pas enthousiastes : « Les habitants de ces villages ne peuvent être matraqués en matière d'habitat par le respect des habitants des villes nouvelles... ».

Le bon achèvement de ces gigantesques opérations d'urbanisme nécessite maintenant une profonde réforme de la loi du 10 juillet 1953 (loi Boeckinger) qui régit les villes nouvelles. Cette révision est d'ailleurs prévue au plan infirmier et M. Rocard espère déposer un projet de loi à la session de printemps. Mais, si l'accord sur un certain

Les problèmes institutionnels ne sont pas les seules difficultés auxquelles elles sont actuellement confrontées : abaissement de la qualité des constructions du fait de l'augmentation des coûts, endettement croissant des systèmes d'assainissement à cause de l'élévation du taux d'intérêt — et surtout difficulté (particulièrement à Melun-Sénart) d'assurer l'acquiescement habituel-emploi. La plus jeune des villes nouvelles est dans une situation curieuse : la redensification des constructions de localités industrielles est de 0 franc dans une des zones de Melun, mais de 25 francs le mètre carré ailleurs et même de 75 francs à Combal-la-Ville ! Certes, le comité interministériel d'aménagement du territoire du 19 novembre 1981 avait énoncé le principe de la suppression de cette redensification industrielle en faveur du tertiaire mais le ministère du Plan et de l'aménagement du territoire n'a pas encore préparé la traduction législative de cette décision...

- Après avoir survolé en hélicoptère les zones inondées de la région parisienne, M. Michel Crépeau, ministre de l'environnement, a annoncé, le 15 janvier, que le gouvernement allait compléter le dispositif actuel de protection contre les crues des fleuves par plusieurs mesures :
 - Création d'un groupe de travail interministériel sur les « crues d'annonce de crues » : un rapport sera établi par ce groupe pour la fin mars ;
 - Poursuite des grands programmes

mas d'aménagements, notamment sur la Seine, avec la mise en service du barrage « Aube » (d'un coût de 1,2 milliard de francs) prévue pour 1987 ;

— Définition précise des zones inondables divisées en trois classifications : zones à haut risque dans lesquelles aucune construction ne serait tolérée, zones à submersion fréquente dans lesquelles il sera proposé aux propriétaires un contrat d'assurance, enfin, zones à submersion rare où, en cas de catastrophe, l'Etat dédommagera les sinistrés.

Cinq scientifiques polonais emprisonnés sont invités en France

La responsabilité du scientifique était l'un des thèmes retenus par le Colloque. L'intérêt avait récemment des chercheurs pour la défense des droits de l'homme et les conditions d'adoption de la loi, vivement approuvés par les participants au colloque, qui les invite à réaffirmer que les scientifiques ont pour premier devoir d'être des combattants pour le respect des hommes, pour la liberté et la justice.

« Un message de soutien d'espoir — à titre lancé — à tous ceux que leurs opinions conduisent à la privation de ces libertés ». Les scientifiques français se sont engagés à « mettre tout en œuvre pour obtenir leur libération, convaincus en cela de leur devoir de lutter pour la restauration des libertés de tous les hommes ».

s'est accordée, dans sa grande majorité, pour inviter cinq scientifiques polonais actuellement emprisonnés, à participer en France, aux travaux qui feront suite au Colloque. Il s'agit de MM. Bronisław Gerasim, historien, Jan-Joseph Lipski, linguiste, Karol Modzelewski, économiste et historien, Janusz Oryszewski, mathématicien, et Karol Siwinski, biologiste. Cinq personnes non nationalisées donc, « une pouce mille emprisonnées, sur la base du chiffre officiel de cinq mille personnes privées de liberté », pour espérer « comprendre en profondeur de ce qu'elle sait pouvoir comprendre en extension ».

En ce qui concerne la Pologne, ils ont demandé la levée de l'état de siège, la libération de tous les prisonniers, et estimé que c'est « au peuple polonais de régler seul les problèmes auxquels il est confronté ».

D'autre part, la commission qui avait pris cette initiative

Ces scientifiques, indique la commission, ont « vécu une expérience privilégiée qui s'inscrit en droite ligne dans un des soucis majeurs qui ont présidé aux travaux du Colloque » et peuvent « témoigner » comme scientifiques, comme hommes, comme acteurs centraux d'une tranche d'histoire » et du bon usage de sciences mises au service d'une collectivité par ceux qui les maîtrisent.

TÉLEX PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62

ETRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62

Le Monde

culture

Académie

MUSIQUE

UN THÉÂTRE ÉLISABETHAIN POUR « LES MAÎTRES CHANTEURS »

Toulouse en Bavière

Si les Parisiens rêvent du nouvel Opéra de trois mille places que leur a promis le président de la République, les Toulousains l'ont déjà grâce à un merveilleux legs du passé, la halle aux grains, extraordinaire lieu communautaire et populaire où, six heures durant, la ferveur soutient sur des bancs les dos brisés mieux que ne le feraient des fauteuils dans une salle bourgeoise. Et l'on ne voit pas le même public qu'au Capitole, temple du bel canto toulousain. Ici, c'est une nouvelle génération, plus sympathique d'origine, celle qui suit Michel Plasson dans toutes ses incursions, Beethoven, Brahms, etc., et qui n'adore pas moins *Fidelio* et les opéras de Wagner ou de Strauss.

Cette grande salle hexagonale à deux étages, où l'auditoire remplit des allées tout autour du champ de jeu, ressemble à un théâtre élisabéthain : chaque spectateur domine la scène et participe à l'action. Des écrans vidéo renvoient l'image du chef d'orchestre sur les différents côtés, ce qui permet une totale liberté aux chanteurs. Le dispositif est idéal pour une action aussi pétillante et grouillante de personnages que celle des *Maîtres chanteurs* dont Wieland Wagner à Bayreuth avait si joliment montré lui aussi la descendance élisabéthaine.

Georges et Jeanne Wakhevitch ont décoré le chapiteau de grandes bandes, orné les piliers de saints en bois blond comme des Riemenschneider, entouré la scène à mi-hauteur d'une galerie de balcons où chante le petit peuple de Nuremberg, accroché çà et là les enseignes des corporations et les pancartes de chausseurs d'Hans Sachs, tandis qu'au centre de la scène un podium recouvert de tissu rouge et d'offices religieux, la chaise du chanteur, une fontaine animalière sur la place au deuxième acte, le fauteuil où Sachs médite, etc. Nous voilà vraiment à Nuremberg avec des flots de costumes gris, d'enseignes, de bouquets, avec des jeux et des regards pour la nuit de la Saint-Jean, animés fort habilement par le met-

teur en scène Peter Busse, qui ne prétend certes pas à l'originalité, mais fait évoluer ses foules au rythme endiablé de la musique.

Bon spectacle donc que soulève la générosité inépuisable de Michel Plasson, empoignant l'orchestre du Capitole qui n'a sans doute pas pleinement maîtrisé toutes les difficultés de cette énorme partition, mais respire avec bonheur dans cette musique pleine de poésie, d'émotion et d'optimisme, de même que les chanteurs du Capitole, renforcés par ceux de Salzbourg, de l'Armagnac et du Lauragais. Et lorsqu'éclate le choral du « Rossignol de Wittenberg » du vieux Sachs, précis, monumental, claquant au vent comme un drapeau, nous nous sentons presque une âme de vieux Bavarois nationalistes.

Les chanteurs correspondent à une fort honorable distribution allemande, dominée par le Sachs de Manfred Schenk, cordial et chaleureux, dont le timbre et le jeu rappellent ceux de Theo Adam, l'Eva d'Helena Dossé à la voix éclatante et superbe de Gretchen Epanouie, un peu sèche cependant, le David bien chantant d'Heinz Kryse qui équilibre de malice, le Bockmesser de Georg Volker, à l'attitude caricaturale un peu trop traditionnelle, avec d'excellents Bogner (Sigfried Vogel) et Kothner (Thomas Tidgen) entre autres maîtres chanteurs.

Reste l'éternel problème du ténor wagnérien. De la puissance et de l'héroïsme, le Finlandais Matti Kasto n'en manque pas. Mais le timbre est banal et sans charme, grassement dans le grave. Toutes ses stridences violentes dans l'aigu n'expliquent guère comment ce Walther a pu conquérir le cœur d'Eva et des honorables bourgeois de Nuremberg. Mais, comme dit Sachs, *C'était le surin, la nuit de la Saint-Sylvestre*.

JACQUES LONCHAMPT.
* Prochaines représentations les 17 et 24 janvier à 14 h 30. Le 25 janvier à 18 h.

EXPOSITIONS

Magdalena Abakanowicz à l'Arc

(Suite de la première page.)

Du plan au relief, du relief au volume, du volume habitable, ventrabi, au volume habité, de l'habit à la peau, de la peau à la chair, de la chair à la figure... Là commence l'exposition de l'ARC, qui ne présente pas d'œuvres antérieures à cette grosse corde tressée, enroulée autour d'une énorme bobine de bois, déroulée au sol, si mince en un point qu'elle ne tient plus qu'un fil : un travail qui intrigue, si on ne connaît pas ce qui l'a précédé ; il fait le lien avec ce que l'on voit aujourd'hui. Grand fil conducteur de la vie et de l'œuvre, il dit la fibre dans sa nudité et prépare l'entrée dans le champ figuratif, dans l'espace du vécu, après celui des symboles.

Les premières « Figures », plusieurs moulages partiels d'un même corps d'homme, sont alignées, assises, de face, sur des tabourets de métal, jambes pendantes dans le vide. Leur tissu est érodé, plus ou moins usé jusqu'à la corde, la corde qui, collée au jute brun, les innervent, en fait des écorchés vivants. Leur complément, les « Figures de dos », ne sont plus dix, mais une cinquantaine. Ce sont elles que l'on voit d'abord en entrant dans la salle, leurs épaules lourdes, ploquées, dotées pourtant d'un indicible énergie.

Au-delà de l'épiderme

Tête, avant-bras et jambes arrachées, elles sont assises, en rangs serrés, à même le sol, tournées vers le mur. Dans un autre contexte, l'artiste, qui installe toujours elle-même ses expositions - elle est venue à Paris pour cela - les aurait peut-être présentées en cercle comme elle l'a fait déjà, leur donnant l'air d'une assemblée de vieux sages attendant, résignés, la mort. Il lui est arrivé aussi de les sortir sur une plage, près de l'eau, comme pour réchauffer leur carcasse vide au soleil. Tout récemment, elle en a isolé un et l'a mis dans une cage de bois.

Puis viennent les « Têtes » façonnées - et non moulées - comme des ballons. Les volumes sont pleins cette fois, si pleins que leur peau tendue, déjà râpée et auturée, craque et laisse voir l'enchevêtrement des cordes qui les remplissent. Il faut les toucher, les palper pour saisir la vie

qui est dedans, la douceur, la mollesse, la chaleur mystérieuse des uns - celles qui sont complètement fermées, - la dureté, la tension extrême des autres - celles dont l'écorce a éclaté, et qui semblent se rétracter, résister à un processus d'usure activé au contact de l'air, de la lumière.

Ce que l'artiste a appelé « Embryologie » apparaît d'abord comme une profusion de formes minérales, un entassement de blocs et de galets qu'aurait charriés un grand fleuve. Mais l'idée de paysage de pierre ne suffit pas. Car, là encore, les volumes, petits et grands, avec chacun sa configuration propre, s'apparentent à d'énormes cocons et se comportent comme des réserves de vie et des proies de mort en attente de vie, mais proies de mort déjà. L'ensemble est d'une force plastique étonnante.

Les dessins (1) viennent en dernier. Abakanowicz les a réalisés cet automne. Ce sont des grands dessins au fusain. Eux aussi ont de la présence et participent de cette révélation, au-delà de l'épiderme des zones de silence, angoisse et révolte. Ils explicitent, si besoin est, les « Altérations ». On y voit le trait noir procéder comme les cordes, les serpilles, les nœuds se former, la trame grumeleuse ici se relâcher, là fondre, se liquéfier, les fils noirs se ramifier, buter contre les failles et les blessures taillées au scalpel qui divisent et crucifient chaque tête. Le lieu de ces égarages complexes, viraux, douloureux et contradictoires, est, en effet, la tête, frontale comme une icône, tatouée comme un masque africain. Ou le ventre.

Le catalogue de ces dessins cite un texte d'Abakanowicz, dans lequel celle-ci se souvient d'avoir vu dans son enfance, sur la porte des maisons, les signes et les lettres à la craie blanche ou au charbon que les femmes faisaient pour écarter le mal. Et elle rappelle simplement que les espaces qu'elle définit sont des « espaces non protégés ».

GENEVÈVE BREERETTE.

* ARC, Musée d'art moderne de la Ville de Paris, Jusqu'au 21 février.

(1) Galerie Jeanne-Bucher, 53, rue de Seine. Jusqu'au 20 février.

VARIÉTÉS

LACOMBE ET ASSELIN AU THÉÂTRE FONTAINE

Les yeux dans le potache

On dirait qu'ils ont encore des tâches d'encre sur les doigts, qu'ils sont sentimentalement maladroits. C'est exact. Ils ont un côté potache, c'est dommage mais c'est express. C'est pour ça qu'ils s'empêchent dans leurs instruments qui s'allongent, qui leur collent au nez, qui ne veulent pas les lâcher. Ils jouent avec les mots, ils chantent de drôles de trucs qui font rire les petites filles, il y a du Eric Satie, du Alfred Jarry, du Queneau et du Buster Keaton dans leur humour qui est peut-être trop nourri de références mais ils ont un talent qui bouscule les réticences.

Ils marchent par deux comme Laurel et Hardy, Jean-Yves Lacombe, lui, le bassiste, est plutôt le genre asperge, grand blond avec une frange et des grands yeux innocents. Jean-Claude Asselin, mandoline, c'est le petit

barbu avec des lunettes carrées de fer et des élastiques aux manches. Il dirige le couple, il réprime. C'est la première fois qu'on les voit à Paris. Ils se sont rencontrés il y a deux ans à peine ; depuis, ils parcourent la France et ils se sont montrés au Printemps de Bourges en 1980.

Jean-Yves Lacombe et Jean-Claude Asselin sont musiciens, comédiens, clowns, poètes. Ils savent tout faire et ils vous font passer un curieux moment, avec des hauts et des bas, mais aussi des instants vraiment très fous, très allégres, presque jubilatoires.

CATHERINE HUMBLLOT.

* Théâtre Fontaine, 10, rue Fontaine, Paris-18^e, à 22 heures. Discographie : 45 tours chez Flarensch, distr. WEA.

GÉRARD LENORMAN au Palais des congrès

Pour avoir vu au Palais des congrès des naufrages - celui de Robert Charlebois, par exemple - on ne peut que s'incliner devant la performance de Gérard Lenorman, qui crée une chaudière intimiste avec quelque trois mille cinq cents personnes confortablement isolées dans leur fauteuil. Le jeune homme fragile, qui a ouvert son album de sages images au début des années 70, a décidément bien du métier, et, plus que jamais, on a raison de penser à Gilbert Bécaud en le voyant.

Des images d'amour et d'enfance, Gérard Lenorman continue d'en inventer, adaptées aux années qui passent (les sennes, les alibis). D'apocalyptiques visions traversent maintenant ses chansons, parfois empreintes de feu sacré écologique. Ce n'est pas bouleversant de simplicité, ou de sophistication savante (comme ce qu'a pu écrire Alain Souhon), mais les mélodies habiles emmènent tout naturellement vers le succès massif de bonnes paroles forgées par de bons sentiments, et vice versa.

Ce spectacle serait parfait dans son genre si l'orchestre avait plus de finesse, si Gérard Lenorman débouillonnait au moins une fois sa veste de smoking. Mais, tandis que les projecteurs reprennent de toutes les couleurs les tentures du décor (on dirait des coquillages qui s'allument), le public manifeste son enthousiasme. Ravi de ce rendez-vous, il chante la *Ballade des gens heureux*, avant que des dizaines d'enfants, poussés ou non par les parents et les grands-parents, se précipitent sur la scène avec des fleurs. - C. I. D.

* Palais des congrès, 21 heures.

ROCK

THE BEAT AU PALACE

Ce groupe, on l'a vu il y a quelques mois, en première partie du Clash au Théâtre Mogador, fringant, fiévreux, s'accrochant pour proposer un rock joyeux et malin de reggae. Le chanteur pratiquait le talk-over comme les meilleurs spécialistes japonais du genre, le guitariste balançait des petits riffs en saccadé, la section rythmique marquait sans discontinuer les pulsations chaotiques, et Saxa, l'incroyable saxophoniste noir quinquagénaire, souffrait, entre ce qui lui reste de dents, dans son instrument avec l'ivresse d'un adolescent.

Un groupe bicolore dans la tradition du ska, l'un de ceux qui ont le mieux survécu à ce courant anglais. Déjà, à l'époque, leur premier album, pétillant, plein d'idées qui parlaient en tous sens, portait la promesse d'une création ouverte à diverses résonances. The Beat a su se renouveler en adaptant une forme pervertie du reggae sur des compositions colorées.

ALAIN WAIS.

* Ce vendredi 15 janvier à 19 h 30, au Palace. Discographie chez Arabelle.

France Gall au Palais des sports

France Gall est toute petite, potelée. Elle ne cherche pas à se grandir et porte des souliers plats, blancs, coordonnés à son ensemble-vacances dans la première partie de son show au Palais des sports. Elle s'agit gentiment, deux mouvements pas d'avantage, malgré les deux danseuses et le danseur qui soutiennent ses efforts de temps en temps. Mais elle est l'image parfaite de la mignonne minette, l'image de son public en jeans, pull-jacard, parka pour les jeunes jouans, manteau à col de fourrure pour celles qui l'ont connue au temps des succées à l'Anis.

Elle a gardé sa voix d'adolescente, les chansons de Michel Berger sont jolies. Dommage qu'on ne comprenne pas le statut de la parole, France Gall aurait intérêt à faire régler la balance. Jusqu'à l'entracte, la salle ne se dégage pas, malgré les projections géantes, les effets de néon. Ensuite, c'est-à-dire par la grâce du cuir noir collant et du chemisier rouge, des premières notes, on tape des pieds ; à la troisième chanson, on commence à s'agiter aux barrières protégées. À la fin, dans le noir, les briques s'allument, et France Gall termine sur un vrai succès.

C. G.

* Palais des sports, 20 h 30.

CINÉMA

« Arthur » de Steve Gordon

L'argent fait le bonheur

Premier film de Steve Gordon, Arthur marque un retour très délectable aux sources d'un genre américain par excellence, la comédie loufoque, ou screwball comedy. Richard Griffith, l'ancien responsable du cinéma au Musée d'Art moderne de New-York, en a un jour donné une définition exhaustive à propos de New-York-Miami, de Frank Capra : « Un type de comédie célèbre dans les années 30 et basé sur l'exploitation délibérée du banal, de l'incongru, de ces incongruités qui, dans la vie, interrompent nos moments les plus soignés (c'est en fait une version oblique de la méthode Tchekhov) ».

Arthur renoue, sinon avec le talent de New-York-Miami du moins avec l'esprit et, à un moindre degré, la morale de l'œuvre de Capra. Un millionnaire, et non plus un milliardaire, laisse tout tomber au dernier moment, le riche mariage dans la haute société, pour fuir avec l'être de ses rêves, Lucide - nous sommes en 1982 - Steve Gordon réunit la fine des amoureux, comme il convient, mais des amoureux fort peu transis, nullement résignés à sacrifier l'argent capitaliste sur l'autel du bonheur conjugal.

L'Amérique de Reagan ne saurait être, à l'évidence, celle de Roosevelt. L'humour aujourd'hui nourrit bien des arrière-pensées, l'espoir de retrouver un instant le bleu du ciel. Arthur connaît un fâcheux succès de l'autre côté de l'océan. Film-pagode, film-exercice, il sera curieux de voir s'il ensermeille pareillement nos compatriotes.

L. M.

* Voir les exclusivités.

PETITES NOUVELLES

■ Nous apprenons la mort à Paris, le 9 janvier, du danseur François Malkowski. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans.

[Né le 22 septembre 1888 en Tchecoslovaquie, François Malkowski vient rapidement vivre à Paris et acquiert la nationalité française. Après de brèves études de chant, il s'oriente vers la danse en s'inspirant notamment d'Isadora Duncan et se produit entre 1925 et 1940 sur les plus grandes scènes françaises. La fin de sa vie a été consacrée à l'enseignement.]

■ Fin décembre, le chancelier d'Allemagne fédérale, M. Helmut Schmidt, a enregistré la troisième partie de la suite du Concerto pour trois pianos en fa de Mozart, aux côtés de Justus Frant et Christoph Eschenbach, qui dirigeait lui-même le London Philharmonic Orchestra.

■ L'Atelier théâtral de Georges Béal et le Centre culturel du Langue-

doc organisent, jusqu'au 24 janvier, à Montpellier une série de manifestations, autour d'Antoine Armand. L'Atelier présente le soir au théâtre de corps, *Performance pour Malheur*, l'Offensive des limbes, *Maquages et Masques* et des « performances » d'acteur. Le Centre culturel du Languedoc présente deux expositions sur « Portraits et autoportraits » d'Antoine Armand et sur les activités de l'Atelier. Il accueille, du 20 au 23 janvier, Sibylle Rupert avec ses « Dessins pour Lautréamont ».

■ Le septième Festival des Yvelines, organisé par le Théâtre d'Épierre et le comité départemental Animation et Théâtre, a lieu les 16, 17, 22, 23 et 24 janvier. Cinq troupes amateurs du département y participent. Plusieurs prix seront attribués par un jury composé de personnalités du théâtre. L'Association pour la diffusion culturelle en Ile-de-France décernera un prix spécial.

En v.o. : GAUMONT CHAMPS ÉLYSÉES - HAUTEFEUILLE - GAUMONT HALLES - PAGODE - MAYFAIR 7 PARNASSIENS - QUINTEITE. - En v.f. : BERLITZ - RICHELIEU - MONTPARNASSE PATHÉ - WEPLER GAUMONT CONVENTION - NATIONS - P.L.M. ST-JACQUES. - Périphérie : GAUMONT OUEST Boulogne 4 TEMPS la Défense - ALPHA GAMMA Argenteuil - CYRANO Versailles - TRICYCLE Asnières PATHÉ Belle-Épine - ULIS Orsay - PARINOR Aulnay - ARTEL Rosny - GAUMONT Éry.

UN FILM ADMIRABLE !

PIERRE BILLARD le point

RAGTIME

UN FILM DE MILOS FORMAN

CHATELET

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS

18 janvier à 20 h 30

christiane eda-pierre

emmanuel krivine

noël orchestre philharmonique de paris

18 janvier à 18 h 30

devy erlich

pascal devoyon

beethoven : chopin

18 janvier à 18 h 30

géry moutier

olivier charlier

orchestre du conservatoire de paris

18 janvier à 18 h 30

18 janvier à 20 h 30

18 janvier à 20 h 30

L'OLYMPIA

BRUNO COQUATRIX présente

scéances

DIMANCHE 17h et 21h

Location au théâtre de 11 h à 22 h.

Par téléphone : 742.25.49. Dans les agences.

RENAUD

NOUVEAU DISQUE : « LE RETOUR DE GERARD LAMBERT »

RADIO-TÉLÉVISION

L'information télévisée après le 10 mai

Dans un précédent article (le Monde du 16 janvier), nous tentions d'expliquer les difficultés des rédactions des journaux télévisés après le 10 mai et l'inquiétude des journalistes, qui, dans l'attente de la nouvelle loi sur l'audiovisuel, ne savent pas jusqu'où peut aller une nouvelle liberté, dont le pouvoir politique n'a pas encore défini l'étendue et les limites. Devant cette absence de directives, les rédactions sont partagées : tantôt, elles sont saisies par le vertige d'un "tout est permis" ; tantôt, par la tentation de revenir aux habitudes de la prudence du passé. Nous essayons aujourd'hui les raisons et les réactions du gouvernement.

L'orateur ne parle pas. C'est plutôt le "lessencement" confus. Les affirmations contradictoires, la tentation de ne pas abandonner aux vents d'une critique hostile, systématique, l'action du gouvernement. Les journalistes de télévision dérivent donc au gré de ces courants contraires. L'Élysée, Matignon, le ministère de la communication, autant d'idées sur la question, sur la longueur de la ligne, sur une télévision libre, sur les impératifs du pouvoir... Il y avait ceux qui n'ont jamais cru au divorce, au petit écran qui se mettrait à réfléchir tout seul, et ceux qui, après d'âpres discussions, ont convenu d'établir un véritable quinquennat pour la télévision. Il est vrai qu'avec le temps, on s'éloigne de la campagne électorale, on se rapproche du scrutin de mars 1982, et points de vue tendent à s'accrocher. Mais, pendant sept mois, il n'y a pas eu une sonnette de ministre qui ait donné le même son.

Ce fut d'abord cette phrase de 1974, un peu cynique et maladroite peut-être, prêtée à M. François Mitterrand : « Les journalistes de télévision ce sont des carpes ». Et la même idée renforcée au cours de la dernière campagne : ils ont servi, ils sont habitués à servir, ils continueront à servir. « De toute manière, le président est persuadé qu'il a été élu malgré l'information télévisée », explique une responsable de TF 1. La télévision n'aurait plus le même impact sur l'opinion publique, le téléspectateur lui-même se serait égaré de l'emprise du petit écran, en tentant une autre lecture plus délicate, plus critique... « Si Giscard a tonné, c'est aussi parce qu'il a été trop montré », il a finalement été victime d'un effet de boomerang », explique un reporter d'Antenne 2. M. Edouard Guibert, conseiller du P.-D.G. de FR 3, pense également qu'il y a désormais d'autres relais d'information : les syndicats, les associations - la télévision est banalisée, son « message est devenu massage » pour citer Mac Lu-an. « Le pouvoir peut donc prendre ses distances. La liberté, c'est la haine du socialisme. »

Indépendance et savoir-faire

Avec des idées pareilles, M. Manu demandait à M. Pierre Moineau de former une commission pour une réforme de l'audiovisuel. Il insistait sur le principe de l'autonomie (le rapport publié est désormais raté). De son côté, Jérôme Clément, chargé de mission auprès du premier ministre, affirmait : « Il n'y aura pas de laissez-faire aux auteurs : on laissera au P.-D.G. nommé une liberté totale : il ne faut pas faire à nos adversaires politiques ce qu'ils nous ont fait pendant vingt ans. La parole même des néophytes. Tandis que M. Fillioud, pas d'accord, essayait de repêcher, en faisant du bruit et des vagues, l'audiovisuel, il voyait s'éloigner du projet socialiste. « On a mis en place la gauche carter, analyse M. Jacques Barin, du Syndicat national des journalistes (S.N.J.). Ils font du postmodernisme et ils sont fascinés par la culture américaine. On parle de JET (journalisme électronique), de gachepers (gardes-barrières)... Des stupés en face du service public, mais avant l'accord de Giscard de Mitterrand pendant la campagne électorale, c'est vraiment le site milieu. Guy Thomas a été directeur en chef de la lettre de l'Expansion. Voilà pour les hommes en face, et le popouvoir n'a aucune raison. »

Les désaccords ont éclairé dès le dix des nouveaux P.-D.G. Il y eut ceux qui recherchaient des professionnels avant tout et ceux qui aiment préférer des amis politiques, ceux qui ont taillé mais favorables aux premiers. « Il faut reconnaître qu'il n'y a pas de bons professionnels parmi nos

II. - Au bonheur des « pros »

par CHRISTIAN COLOMBANI

sympathisants à la télévision pense M. André Rousselet, directeur de cabinet du président de la République. On hésita bien un moment entre M. Sabbagh et M. Desgranges, mais on s'entrevoit au-dessus d'un homme capable et nouveau. « Quant aux rédactions », se dit-on, tout aussi dépourvues de troupes fraîches - pendant des années les hommes de gauche ont été écartés et ils n'ont pu apprendre le métier - on essaiera tout simplement de changer leur mentalité. « Il faudra du temps », reconnaissent toutefois M. Clément. En réalité, explique un présentateur de TF 1, les socialistes pensaient que beaucoup de journalistes de gauche n'avaient pu s'exprimer et qu'ils rétabliraient le pluralisme, l'équilibre. C'était compter sans les maux.

On voit alors les anciens soutiens de M. Giscard d'Estaing reprendre leurs micros et couvrir les déplacements du nouveau chef de l'Etat. Pour le coup, on s'étonne qu'ils tiennent à leurs idées, on découvre même chez eux de la sincérité. Les scripts de certains commentateurs circulent alors de mains en mains dans les cabinets ministériels : on comprend qu'il ne s'agissait pas que de « carapètes à retourner », mais d'hommes engagés, et, astucieusement, on commence à leur trouver une odeur de fagot. « Ne pas leur faire ce qu'ils nous ont fait », dit-on toujours à voix basse en ajoutant cependant : « Mais on doit les empêcher de nous subtiliser. »

Après la chute de M. Eltkabbach, sans bruit d'ailleurs, les politiques se sont effrayés d'une lessive que l'opinion publique attendait sans trop s'émouvoir. Il ne fallait plus toucher à un cheveu de personnel. M. Cavada s'apprêtait à gagner le seul : il put se rassurer dans son fauteuil. Ensuite, il parvint à persuader que son professionnalisme était au-delà de tout engagement. Il emmena avec lui dans les bureaux des directeurs de cabinet « ses » spécialistes du direct qui firent des démonstrations convaincantes. Appuyé par l'Élysée et par Matignon, le directeur de l'information a même pu faire la rigne au ministre de la communication, qui, exaspéré, eut le tort d'attaquer en baissant la garde.

Ça va plutôt mieux

On ne comprend pas. De quoi se plaint-on ? Qu'est-ce qui ne va pas ? A quoi riment ces interrogations inquiètes, angoissées, dont les échos nous parviennent et de l'Élysée et de la rue Cognac-Jay sur les qualités professionnelles et sur les tendances politiques, pardon les sensibilités, de ceux qui font les journaux télévisés ? Ce qui compte, c'est le résultat, pas l'intention. Et mon Dieu, ils ne sont pas mauvais ces journaux, ils sont même bons, en fait ils sont plutôt meilleurs qu'ils n'étaient.

Sans remonter jusqu'au règne précédent, il est certain qu'au lendemain de l'avènement de François Mitterrand, passé le premier mouvement de curiosité, on en a vite assez de voir défiler nuit et jour au fenestron les membres du gouvernement. Ils ne débattaient pas les mains vides, bien sûr, ils avaient des projets-pleins les poches, certes, ils faisaient, comme on dit en jargon de métier, l'actualité, c'est vrai, ils incarnaient le changement, d'accord. Mais leur présence, même à notre table, donnait l'impression que de ce côté-là en tout cas il n'y avait rien de changé.

Et puis, bon, les trains de mesures sont passés à grande vitesse sur nos écrans de contrôle, les passages à niveau se sont relevés et le déficit quotidien des informations a retrouvé le chemin de nos foyers. Le chemin habituel, un chemin différent selon qu'on appuie sur le premier ou sur le second bouton.

Sur TF 1, chaîne de grande audience plus étroitement surveillée sans doute par les gens en place et plus soucieuse peut-être de refléter les idées de la majorité, on s'est de tous temps montré plus favorable au gouvernement, plus accessible à ses demandes, plus ouvert à ses points de vue que sur Antenne 2. Ici, un pourcentage d'écoute relativement faible, une audience relativement sophistiquée, autorisent un certain recul, un effort d'objectivité - si, ça existe, non, ce n'est pas une vue de l'esprit - et un intérêt déclaré pour les nouvelles de l'étranger.

CLAUDE SARRAUTE.

(1) Le Monde du 16 janvier.

aura une reprise en main. Nous sommes dans la situation d'avant 1978 », remarque M. Christian Guy, rédacteur en chef adjoint d'Antenne 2.

« Il n'y a pas un seul gouvernement d'un grand pays moderne qui puisse se passer de la télévision », reconnaît, de son côté, M. Robert West. Et M. Patrice Duhamel constate sans illusion : « Les socialistes, philosophiquement, voudraient libéraliser, mais ils se rendent compte que ce n'est pas réaliste politiquement. » Le pouvoir a déjà contre lui la presse écrite, ajoute M. Jacques Hébert, ancien chef adjoint de la politique intérieure de TF 1, qui vient justement d'être suspendu (le Monde du 16 janvier), il se fâche pour l'audiovisuel.

La commission Moineau a alors proposé une haute autorité de l'audiovisuel, dont les membres seront bien nommés par le pouvoir ; on a cherché à sauver les apparences, tout en gardant le contrôle. Mais comment résister à l'épreuve des faits ? « Une institution ne peut avoir des objectifs différents de ceux de la société dans laquelle elle s'exprime, estime, à présent, M. Rousselet. La légitimité du suffrage universel passe avant la légitimité du journaliste. » Et M. Clément en convient : « Il faut faire vite la loi et rectifier si nous nous sommes trompés sur les hommes. » Pendant que M. Fillioud se désolait d'avoir dû remettre à septembre la discussion du projet sur l'audiovisuel et de ne rien pouvoir entreprendre avant janvier 1983 : « Jusque-là, tout restera en place, il sera alors plus difficile de réagir. » On sent bien que les « ennemis » à l'intérieur ne renvoient pas une image assez flatteuse. « On critique toujours du même point de vue, alors que nous proposons un type de société ; les journalistes économiques, par exemple, jugent les socialistes selon les principes keynésiens qu'ils ont appris à l'école du capitalisme », a fait remarquer M. Estier.

Il y a donc le frein des formations, des mentalités (qu'on finirait par renoncer à changer), des habitudes, la lucarne et son paysage chabot par d'autres avant les socialistes. « Il faudrait beaucoup de sang neuf », admettent les responsables de l'information, qui, chaque jour, luttent contre les pesanteurs, du moins ceux qui n'ont pas été eux-mêmes absorbés par des années de vie possible. M. Jean-Pierre Guérin, rédacteur en chef à TF 1, se souvient : « Au lendemain du 10 mai, nous étions prêts à faire du neuf ; nous avions proposé, avec Raoul Sangla, les « journaux en France ». Les gens réagissaient sur l'événement, mais les journalistes se sont sentis dépossédés. On est revenu au présentateur vedette, c'est plus commode, plus contrôlable. Il n'y a pas de projet actuellement, il faut faire entre choses travailler dans la légèreté sur l'outil, être plus près des Français. »

Rocher plus de rigueur, renforcer l'autonomie de l'information télévisée en approfondissant la connaissance de l'instrument, retrouver le vrai métier, qui n'est pas du dénouement d'antenne : autant d'exigences qui apparaissent à certains comme la seule vraie garantie d'une indépendance gagnée, méritée et non plus accordée. « Que le pouvoir suive sa nature et que les journalistes exercent leurs critiques en sachant qu'ils doivent lutter constamment. Même avec les socialistes, la liberté ne sera pas octroyée. Les critiques que le pouvoir leur peuvent-elles vraiment attendre et lui être profitables ? D'autres sont moins confiants. »

Mais ces réflexions de la base entraînent dans des fonds de tiroir. Et un tract de l'intersyndicat résume la situation : « Quand on est de droite sous la droite, on a des responsabilités, quand on est de gauche sous la droite, on en a ; quand on est de droite sous la gauche, on est promu, et quand on est de gauche sous la gauche, il faut s'armer de patience. »

Aux idées généreuses sont venues, mais un peu tard, s'ajouter les durs constats de la réalité. Les hommes qu'on croyait prendre dans les filets du socialisme lardent à se convertir. La marche n'est pas toujours triomphale, et l'on entend déjà les coups amplifiés par la télévision quand viendra la prochaine campagne électorale. Trop d'hésitations ont été jusqu'à la confusion. Ceux qui ont échappé aux foudres méprisent un pouvoir trop faible. Ils ne se rallient plus. L'« humus » socialiste dans les rédactions s'amincit, s'appauvrit. Les espoirs qui ont poussé la « profession » s'assèchent : « La politique audiovisuelle est un échec du gouvernement », avoue M. Estier, et M. Fillioud plus pessimiste déclare : « La gauche est tombée en 1977 sur le mur de l'argent, aujourd'hui elle pourrait bien tomber sur celui de l'audiovisuel. »

FIN

A écouter

SUR RADIO-BLEUE

Le retour de Rina Ketty

On reconnaît les pommettes larges et le nez pointu sous les cheveux devenus gris. Ses « r » rouillent comme s'ils étaient restés pendant quinze ans. Pour la première fois, depuis quinze ans, Rina Ketty a chanté en public, pour un public qui se souvient et la demande, celui de Radio Bleue, la radio qui s'annonce le couleuvre, et dont le slogan est « comme autrefois ». La station fête son premier anniversaire au Studio 104, le 14 janvier, avec « la Joie de vivre », une émission donnée au bénéfice de « S.O.S. 3^e âge » en présence de personnalités, dont Mireille Mathieu, P.-D. G. de Radio-France, M. André Henry, ministre du temps libre, et aussi Pascal Sevran, « M. Chanson française » - c'est Henri Spade qui le dit : il présente la soirée avec Catherine Cayla, en costume pantalon bleu électrique, moiré mais froissé.

Henri Spade défend avec des trémolos la chanson française, nouvelle, ancienne, perpétuée par les jeunes générations, exemple : une certaine Carmelle qui, un petit foulard au cou, entonne Du gris qu'on roule sans faire oublier Berthe Sylva.

Mais il y avait Rina Ketty, attendez et les « personnes âgées invitées d'honneur venues de Lyon, Mantes et la région parisienne » - les autres également - ont redoublé de refrain. Elle triomphe, comme les anciens tirés de la retraite, Lucien Lupi (chemise jabot rouge, veste à

rayures brillantes), en duo avec Dany Laufr, blonde décollante. Pastries et Mario réunis, après vingt-deux ans de séparation, dans un pot la Colline aux oiseaux, les Trois Caballeros, et une chanson qui dit : « Je n'oublierai jamais le clocher... » (Ah, le chœur français !)

Pour la première fois encore, c'était gela, Roger Giquel sur scène, les mains crispées dans les poches latérales de son blouson aviateur ; il a mis sa voix grave au service d'une mélodie mélancolique, style aventurier désabusé années 50-rive gauche : « Quand on a connu comme moi le blanc des voiles en permanence », avec pour titre, Vert, que l'air me vire.

L'émission sera diffusée en deux fois. Les trous de mémoire d'Henri Spade seront arrangés au montage. Disciple de Jean Nothin, il n'a pas de maître que le goût des banalités sentimentales, il lui manque la bonne humeur candide.

Est-ce que, à l'antenne, on perçoit la conscience et la maîtrise des grandes professionnelles que sont Patachou, Annie Cordy ? Quelles que soient les circonstances, elles respectent le public et leur métier.

COLETTE GODARD.

* Lundi 18 janvier et mercredi 20, Radio Bleue, de 10 heures à 11 heures.

APRÈS LA SUSPENSION DE M. JACQUES HÉBERT À TF 1

Réactions syndicales divergentes

La suspension par la présidence de TF 1 du journaliste Jacques Hébert, accusé d'avoir « altéré » un reportage (le Monde du 16 janvier), a déclenché dans la journée du 15 janvier, une succession de réactions syndicales divergentes. De leur côté, Antenne 2 et FR 3 s'en sont fait l'écho dès le 14 janvier dans leurs éditions du soir. Une discussion a également eu lieu à TF 1 pour décider de l'attitude à adopter à l'égard de M. Yves Mourouli, qui a raconté l'incident dans son journal de 13 heures, vendredi 15 janvier. Quant à M. Jacques Hébert, il s'entend à sa précédente déclaration. N'ayant toujours pas été reçu par le président Boulet, il ne les faits dont il est accusé et entend réserver ses explications à la commission de la discipline.

M. Patrice Duhamel, ancien chef du service politique, estime scandaleux le procédé utilisé contre M. Jacques Hébert qui était son adjoint et « dont l'honnêteté a toujours été, dit-il, au-dessus de tout soupçon. Après les règlements de compte et la purge de 1981, l'audiovisuel d'Etat serait-il aujourd'hui à l'heure de la délation et de l'intimidation ? »

Plus que le fond de l'affaire - le reportage incriminé -, c'est avant tout le procédé employé pour sanc-

tionner le journaliste qui suscite les protestations de plusieurs syndicats. Dans une lettre adressée à M. Boulet, la section C.F.T.C. de TF 1 demande à visionner l'ensemble du reportage, et réclame la possibilité d'entendre le journaliste et les membres de l'équipe ayant participé au tournage, y compris le monteur. M. Marcel Caron, délégué C.F.T.C. de la rédaction, et membre de la commission de discipline, juge « très grave » le fait que M. Jacques Hébert ait été suspendu avant même d'avoir été reçu par M. Jacques Boulet, et déplore le manque de solidarité des journalistes.

Déplorent les sanctions prises, la fédération Force ouvrière des syndicats de spectacles et de l'audiovisuel inquiète de l'« atmosphère de délation que certains syndicats veulent instaurer dans les chaînes de radio et télévision. Même réaction du syndicat général des journalistes F.O., et de la section C.G.C., qui déplore l'attitude de la section SURT-C.F.D.T. Le SURT-C.F.D.T. (techniciens), lui, maintient son accusation de « manipulation caractérisée de l'information » et revendique « le droit de toutes les catégories de personnel de TF 1 de s'exprimer sur le contenu de l'information présente sur la chaîne », droit contesté par le syndicat F.O.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 428713
ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE-D.O.M.-T.O.M.
273 F 442 F 611 F 786 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
483 F 862 F 1 241 F 1 628 F
ÉTRANGER
(par messageries)
1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
313 F 522 F 731 F 940 F
2. - SUISSE, TUNISIE
386 F 667 F 940 F 1 230 F
Par voie aérienne
Tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre un chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les sous-projets en espèces d'impression.

CHAI LOT

THÉÂTRE NATIONAL
Débat public sur
FAUST
de Goethe
mise en scène d'Antoine Vitez
Au Grand Foyer
Dimanche 17 janvier
à 11 h

POESIE
Rendez-vous avec
Jacques Roubaud
Au Grand Foyer
Lundi 18 janvier
à 20 h 30

Le Monde

économie

SOCIAL

F.O. entend s'opposer aux projets du gouvernement allant dans le sens de l'autogestion

C'est bien un mélange de satisfaction et d'avertissements au gouvernement que contient la résolution adoptée à l'unanimité par le comité confédéral national de la C.G.T.-F.O. réuni à Paris les 13, 14 et 15 janvier. Devant la presse, M. André Bergeron a confirmé, vendredi 15 janvier, la position de la centrale : indépendance d'un syndicat qui entend, avec réalisme, dire qu'il n'est pas, selon les cas, au pouvoir sans qu'en tire de conclusions générales d'hostilité, bien au contraire.

La majeure partie du C.C.N. de la C.G.T.-F.O. a été consacrée non pas au rapport sur le comportement du P.C.F. et de la C.G.T., mais aux questions plus générales d'ordre économique et social. Dans un texte sur l'éducation, P.O. comme l'indiquent M. Bergeron, rappelle son « attachement traditionnel à la laïcité », en ajoutant que « la laïcité est le contraire de l'endoctrinement » et que l'enseignement public ne doit pas être placé « sous la coupe de féodalités locales » et encore subir les pressions idéologiques et économiques.

Tout en se félicitant que « le gouvernement se soit assigné la tâche prioritaire de la lutte contre le chômage », qu'il ait repris, dans l'ordonnance sur la durée du travail, les grandes lignes de l'accord avec le C.N.P.F. notamment la détermination des semaines de congés payés, le Comité confédéral national « s'élève » à plusieurs reprises contre certains projets du pouvoir ou « regrette » certaines initiatives. F.O. « s'élève » contre certaines orientations du rapport Auroux qui conditionnent le plein exercice du droit de négociation et l'application des résultats des négociations — et leur extension — et « considère qu'il y a danger de blocage de la pratique conventionnelle ». Il y a, à la fin, une « considération » : F.O. « s'élève », une nouvelle fois, contre les tentatives d'encadrement des salaires, voire de mise en place d'une politique des revenus « à l'opposé de l'opposition » à toute généralisation ou accroissement des impôts sur le seul des salaires. « F.O. s'élève » contre les projets de décentralisation et d'autogestion (comités locaux de l'emploi, comités d'entreprise) (1).

En conclusion, F.O. précise, à propos de ces orientations : « Si l'autogestion, sous la poussée d'intérêts étrangers à la classe ouvrière, des structures d'inspiration néo-corporatistes risquent d'être mises en place, en modifiant le rôle du syndicat par son intégration, la C.G.T.-F.O. marque publiquement son opposition comme elle a su le faire lors du référendum de 1969. »

En matière de salaires, F.O. accepte le seul maintien du pouvoir d'achat mais indique qu'elle ne veut pas accepter les rémunérations des entreprises les plus rentables, mais qu'elle veut la « faire pression » pour corriger cette tendance. De même, F.O. condamne l'attitude d'une partie de la C.G.T. qui, par la durée de ses oppositions ou par son retrait des discussions a rendu impossible la conclusion d'accords sur la durée du travail. Les instances nationales de F.O. ont d'autre part confirmé leur soutien total aux travailleurs polonais et « ont demandé » à ceux-ci de ne pas se laisser influencer par les tentatives de déstabilisation des syndicats français.

Interrogé sur les relations avec les autres syndicats, M. Bergeron a déclaré qu'avec la C.F.D.T. « le dialogue a été facilité » mais qu'il n'y a pas eu de « dialogue théorique » alors qu'aujourd'hui on observe des « convergences » et des « expériences d'autogestionnaires », comme le montrent les statistiques. La C.G.T. « a l'efficacité de l'appel de certains syndicats », mais elle ne croit pas non plus à la « décentralisation » des services sociaux. M. Bergeron a déclaré que F.O. « a déclaré ne pas vouloir pas prendre une telle responsabilité ». F.O. a déclaré qu'elle est en bonne santé : « Les effectifs se sont accrues en 1981 et l'ensemble des instances locales ont été renouvelées ». F.O. a déclaré qu'elle a des « nouvelles orientations » et qu'elle a des « nouvelles orientations » et qu'elle a des « nouvelles orientations ».

AFFAIRES

La rupture de société s'effectue dans un état d'anesthésie douce

déclare M. François Ceyrac

Ancien président du Conseil national du patronat français, M. François Ceyrac a pris ses quartiers d'hiver. Il est, parait-il, résolu à ne pas parler en public avant longtemps. Pourtant, vendredi 15 janvier, il a accepté de rompre le silence en faveur des Cercles de la libre entreprise, dont le président d'honneur est M. Jean-Pierre Fontana, ancien ministre.

Libéré du poids des responsabilités, M. Ceyrac est apparu plus vibrant qu'à son habitude, quelque peu narquois même, mais toujours aussi précis dans la critique. A l'« économie collective planifiée » qui transforme les entreprises en « entreprises de consommation », il oppose les « entreprises de consommation » qui sont aussi des entreprises de production. Il préfère — « en serait-on sûr ? » — l'économie libérale où « l'entreprise dialogue avec le marché par l'entremise du client ». Placidement, de sa voix rocailleuse, il avertit : « Le socialisme à la française, c'est la prise de pouvoir par la présidence de la République. Un programme qui s'applique et qui s'applique. »

Il s'agit de « l'Etat qui dit qu'il n'est pas question de toucher à l'économie de marché ». Il met en garde : « La rupture de société s'effectue dans un état d'anesthésie douce », grâce à un ministre de l'économie (il dit que le ministre de l'économie est le ministre de l'économie) et à une « rupture de société s'effectue dans un état d'anesthésie douce ».

Pour ce faire, M. Fontana a...

LIP SERA COMMERCIALISÉ DANS LES GRANDES SURFACES

(De notre correspondant.)

Bezançon. — Les montres LIP seront désormais commercialisées dans les grandes surfaces par la société horlogère Kiplé, solidement implantée sur le terrain. Un accord a été signé entre la coopérative ouvrière Les Industries de Palente (LIP) et cette firme installée à Morlaix (Doubs).

L'opération s'effectuera en deux temps. Pendant un an Kiplé agira comme un grossiste achetant les montres LIP pour les distribuer. En 1982, les relations s'établiront directement entre les deux entreprises se partageant les frais commerciaux et le chiffre d'affaires réalisés sur la vente des deux marques.

En 1981, Kiplé a vendu neuf cent mille montres, dont 55 % en France, et réalisé 80 millions de F de chiffre d'affaires. Les produits horlogers vendus par LIP au cours de la même année ont rapporté 19 millions de F de recettes à la société, dont 8 millions de F de chiffre d'affaires.

TÉMOIGNAGE

L'exemple de Jan Dessau

par YVES BAREL (*)

Jan Dessau est mort brutalement d'une crise cardiaque, le 10 janvier, à l'âge de 44 ans. Il était, depuis le 14 janvier, trois jours après la naissance de sa fille Clara, il avait cinquante-neuf ans, et jusqu'à la dernière minute, il a mené intensément sa vie d'universitaire, de chercheur et d'homme.

Dessau était un homme vrai, un homme plein, un de ceux qui, à un niveau qu'on dit modeste, ont vraiment fait l'histoire de la France, pour la génération qui se termine. Nous qui l'avons connu et qui avons travaillé avec lui au centre d'étude des pratiques sociales de l'université de Grenoble, pendant plus de vingt ans pour certains d'entre nous, voulons essayer de faire passer le message : ce sont des hommes comme Dessau qui font que la vie a tout de même du sel et du sens.

hommes comme Dessau qui font que la vie a tout de même du sel et du sens.

Dessau, c'est le jeune homme, presque l'adolescent, qui prend le maquis contre les nazis, est déporté à Buchenwald et Neugamme, prend sa part à l'organisation de combat du camp de la mort, revient malade, avec les séquelles que l'on imagine, sa vie durant. Il aurait pu faire carrière, comme on dit, se couvrir de diplômes, devenir un de ces grands noms évoqués plus haut. Mais il était de cette génération de l'immédiat après-guerre qui ne concevait sa vie que dans le cadre d'une participation à la libération humaine et sociale.

Dessau, c'était une personnalité très forte, à forte qu'elle ne pouvait pas se passer du retrait et de la modestie, de l'effacement voulu, qui seuls rendent possible une œuvre collective, en lui donnant l'illusion qu'elle n'existe que par elle-même. Pendant longtemps militant politique et syndical, Dessau a exercé des responsabilités importantes à la F.S.M. et dirige la revue *Economie et Politique*. Parallèlement, il est la cheville ouvrière de l'Institut de sciences économiques appliquées à Paris.

Plus tard, il devient le directeur de l'Institut de recherches économiques et de planification, puis du centre d'études de pratiques sociales, à Grenoble. Professeur associé à l'université de sciences sociales, il se passionne pour son travail pédagogique et des centaines d'étudiants, notamment du tiers-monde, ne sont pas près de l'oublier.

Mais cela, ce sont les os desséchés d'une biographie délaissée. Dessau, c'est une intelligence suraiguë, capable de comprendre, au sens plein du terme, des situations très éloignées les unes des autres, tout en en percevant et en faisant percevoir les limites ; c'est une pensée en travail sur elle-même, en adaptation permanente, assez forte pour remettre en cause ses vérités sans s'y dériver ; trop vaste pour se complaire dans les univers clos de la discipline et de la « spécialité » universitaire. C'est un homme qui rendait mal à l'aise les institutions, et les petits hommes qui y traînent le lui faisaient avoir. Dessau, c'est une pudeur infinie, qui, on ne sait comment, n'arrêtait pas le rapport humain, mais le rendait, comment dire, plus juste et plus intense ; c'est une ironie jamais méchante, et une distance presque imperceptible par rapport à ce dans quoi il s'investissait par ailleurs pleinement, qui trait en avant ce qu'il était en train de faire avec d'autres.

Dans l'ensemble, ces mesures traduisent un recentrage du groupe vers des activités strictement éditoriales, dans une conjonction particulièrement difficile pour le marché du livre.

Chez Laffont, on se flatte de posséder depuis l'automne quatre ouvrages inscrits au tableau des best-sellers. — R. A.

ÉTRANGER

Aux États-Unis

La production industrielle a diminué de 2,1 % en décembre

L'année 1981 s'est mal terminée pour l'économie américaine : la production industrielle a baissé de 2,1 % en décembre, la plus forte diminution mensuelle depuis celle de 3 % enregistrée en mai 1980 lors de la récession précédente. L'indice avait déjà reculé de 1,2 % en septembre, de 1,6 % en octobre et de 1,9 % en novembre. Il est inférieur de 6,9 % à son niveau record enregistré en juillet 1981.

La baisse a été particulièrement sensible dans l'industrie automobile (4 %), ainsi que dans le secteur des biens ménagers. En revanche, la production intéressant la défense nationale a continué à s'accroître « modérément ». De leur côté, les ventes de détail n'ont augmenté que de 0,4 % en décembre contre 0,7 % en novembre. Pour l'ensemble de 1981, elles se sont élevées à 1 046 milliards de dollars.

Le climat n'est donc pas à l'optimisme : l'indice de confiance des chefs d'entreprise a reculé au dernier trimestre 1981. Toutefois, il demeure au-dessus du niveau enregistré lors de la récession de 1980. Selon la Conférence nationale des industries manufacturières, les ventes de détail se transformeront et les deux entreprises se partageront les frais commerciaux et le chiffre d'affaires réalisés sur la vente des deux marques.

En 1981, Kiplé a vendu neuf cent mille montres, dont 55 % en France, et réalisé 80 millions de F de chiffre d'affaires. Les produits horlogers vendus par LIP au cours de la même année ont rapporté 19 millions de F de recettes à la société, dont 8 millions de F de chiffre d'affaires.

En 1981, Kiplé a vendu neuf cent mille montres, dont 55 % en France, et réalisé 80 millions de F de chiffre d'affaires. Les produits horlogers vendus par LIP au cours de la même année ont rapporté 19 millions de F de recettes à la société, dont 8 millions de F de chiffre d'affaires.

L'indice des prix et des taxes a augmenté, pour sa part, de 15,6 % en douze mois. Cet indice permet de mesurer la croissance des revenus bruts nécessaires pour assurer le maintien du pouvoir d'achat après déduction de la hausse des prix et des impôts. Il a été introduit par le gouvernement britannique au moment où celui-ci espérait pouvoir réduire la pression fiscale.

L'indice aurait dû augmenter moins vite que l'indice des prix, ce qui aurait incité les syndicats à modifier leurs revendications. Il n'en a rien été, mais les résultats de décembre laissent espérer un ralentissement du rythme de l'inflation qui avait atteint 13,4 % en 1979 et 15 % en 1980.

Le gouvernement, qui comptait ramener celle-ci à moins de 10 % à la fin de 1981, s'est maintenant fixé cet objectif pour le dernier trimestre de cette année.

DANIEL VERNET.

Les résultats ont été meilleurs dans le domaine de l'inflation : l'indice des prix de gros de 0,3 % en décembre, portant le résultat pour l'ensemble de 1981 à 7 %. Il s'agit de la plus faible hausse annuelle enregistrée depuis 1977. En 1980 et 1979, l'indice s'était accru respectivement de 11,8 % et 11,9 %. La faible augmentation des prix de gros enregistrée en décembre comme lors des mois précédents (0,5 % en novembre, 0,6 % en octobre et 0,1 % en septembre), est attribuée à la récession, ainsi qu'à la tendance à la baisse des prix agricoles et de ceux des produits pétroliers.

Cependant, pour l'avenir, la centrale syndicale américaine, l'A.F.L.-C.I.O., a proposé la création d'un conseil tripartite gouvernement-patronat-syndicats chargé de coordonner la « réindustrialisation » des États-Unis. L'office national National Reindustrial Board, présidé par la centrale, aurait notamment comme mission de sélectionner les secteurs et les régions nécessitant une aide publique. — (A.F.P.)

C.E.E.

LE BUDGET DE LA COMMUNAUTÉ

(Suite de la première page.)

L'orientation principale consistait, vu l'équilibre actuel existant sur le marché, à renoncer à imposer, au moins dans l'immédiat, de nouvelles contraintes aux producteurs. A la demande insistante des Français, il sera indiqué dans le texte que les petits producteurs devraient faire l'objet d'un traitement de faveur. Cependant les avantages qui seront prévus à leur profit se réduisent comme neige au soleil : il n'est plus question d'abattements sur la taxe de cotisation, mais seulement d'affecter 20 % du produit de cette taxe (soit 120 millions d'ECU, ce qui est peu de chose) au soutien des petits producteurs.

Les obstacles qui restent à franchir pour parvenir au terme de la négociation agri-budgétaire ne sont pas négligeables. M. Cheysson a réaffirmé, vendredi soir, que, si les Dix n'aboutissent pas lundi 25 janvier, « il faudra remettre à plusieurs mois ». On termine, a-t-il résumé, ou bien on se donne un certain nombre de mois pour réfléchir et tout reprendre.

PHILIPPE LEMAITRE.

NOMINATIONS

M. René Loubert a été nommé directeur des affaires économiques et internationales du ministère de l'urbanisme et du logement. Agé de cinquante-quatre ans, polytechnicien, ingénieur en chef des ponts et chaussées, M. Loubert était directeur général du bureau d'étude Uria-Technic II succède à M. Jacques Bloch.

Mme Géraldine Capdeboscq a été nommée directrice de l'administration générale du ministère de l'Industrie. Agée de trente-sept ans, Mme Géraldine Capdeboscq est au ministère de l'économie et des finances à sa sortie de l'ENSA. Depuis novembre 1979 elle était chef du service du financement au commissariat général au Plan. Elle succède à M. Jacques Oudin.

MOTS CROISÉS

AGRICULTURE

Après la manifestation d'Annecy

LE CONSEIL GÉNÉRAL CONDAMNE A L'UNANIMITÉ LES MÉTHODES EMPLOYÉES PAR LES AGRICULTEURS

À la suite de la manifestation lors d'une violente agression (le Monde du 2 et du 13 janvier), contre le préfet, M. Jean-Pierre Foulquier, et les organisations syndicales F.O.S.E.A. et C.D.J.A., sur les responsabilités de certains des parties dans les déprédations commises et la violence exercée au cours de cette manifestation. Pour clore cet débat, le conseil général de Haute-Savoie (18 mai 1981) a voté à l'unanimité (18 mai 1981) une résolution condamnant les méthodes employées par les manifestants contre le patrimoine mobilier et immobilier du département. Dans sa motion, le conseil général a dit « avec un profond regret » les difficultés rencontrées par le monde agricole dont le pouvoir d'achat se dégrade depuis les années, mais rappelle aussi que les organisations de toute manifestation doivent prendre conscience de leurs responsabilités et en assurer un encadrement efficace afin d'éviter tout débordement ou déprédation.

La cour d'appel de Rennes a confirmé, le jeudi 17 janvier, l'ordonnance d'expulsion de la ferme de Ferrière, à Redzé, en Bretagne, prononcée le 10 octobre 1981 par le juge des référés du tribunal de grande instance de Nantes contre M. Michel Blignet, occupant les lieux sans droit, ni titre. M. Blignet, les trois organisations, la D.S.E.A. de Loire-Atlantique, le C.R.J.C. et les Paysans-Travailleurs, qui le soutenaient activement, sont condamnés chacun à un versement de 300 F au remboursement des frais de procédure à la société Antavril, représentée de l'expulsion. M. François de Durfort et Alexandre Cadorel, locataires d'une partie de cette ferme, le syndicat Paysans-Travailleurs de Loire-Atlantique a décidé de se voir en cessation. Il s'indigne ailleurs que, « sous le gouvernement de gauche, l'on continue à maintenir des terres sous-occupées, alors que des jeunes ruraux sont sans travail ». (Comp.)

ÉDITION

La réorganisation du groupe Robert Laffont

- M. FRANÇOIS D'ESNEVAL NOUVEAU DIRECTEUR GÉNÉRAL
- DEUX ACCORDS CONCLUS AVEC ALBIN MICHEL ET NATHAN

Poursuivant leur redressement, les éditions Robert Laffont, quatrièmes en circulation nationale, avec un chiffre d'affaires de près de 400 millions de francs, viennent de conclure deux accords. La filiale Jeux du groupe est cédée à la Société des Jeux Nathan, et les éditions Albin Michel acquièrent 30 % du capital de la société Inter-Forum, filiale de Laffont, spécialisée dans la distribution de livres. Enfin, M. François d'Esneval sera proposé, au prochain conseil d'administration de Robert Laffont, comme directeur général.

M. François d'Esneval n'est pas un inconnu dans les milieux de l'édition. Agé de 41 ans, sa carrière l'a conduit du groupe Express à Hachette, puis à l'Institut de développement industriel (I.D.I.) où il assumait la responsabilité du département des industries de la communication. A ce titre, il avait été chargé de venir en aide à la filiale de la Société des Jeux Nathan dont l'I.D.I. détenait 8,5 % du capital. Les éditions Robert Laffont connaissent alors des difficultés de trésorerie dues aux pertes de sa filiale « Jeux », à un investissement trop lourd dans le domaine des encyclopédies avec le Quid et par ailleurs. Plus généralement, cette société souffrait d'une insuffisance chronique de fonds propres pour soutenir un développement peut-être trop rapide.

En juillet, une augmentation de capital de 23 millions de francs était traduite par une importante modification dans la représentation des actionnaires. L'I.D.I. représentait public, se retrouvait avec 54 % des actions, majoritaire dans la société en raison de la défaillance de certains partenaires. Le groupe américain Financière de la presse détenait plus que 12 % contre 36 %, Robert Laffont 3,65 % contre 10,48 % et la participation de la société d'étude Marcel Dessau, passait, en revanche, de 0,7 % à 12,6 %. Au terme de cette opération, l'ENI décidait d'apporter un « soutien actif » à la maison d'édition. La direction devait être renforcée — ce qui est fait avec la nomination de M. d'Esneval — et des mesures de restructuration furent mises sur pied. Au total, une cinquantaine de licenciements auront été effectués.

La filiale des Jeux Robert Laffont a été cédée à la Société des Jeux Nathan. Cette dernière maintient les marques et exploite en commun l'usine Laffont. En échange, la Société des Jeux Nathan accorde 10 % de son capital. L'objectif selon l'I.D.I. est de constituer un ensemble français de l'industrie internationale dans le domaine des jeux éducatifs et de société.

Un autre accord a été conclu avec M. Francis Esmeval, P.D.G. des éditions Albin-Michel (75 millions de chiffre d'affaires). M. Esmeval entre pour un tiers dans le capital d'Inter-Forum, filiale de Laffont, spécialisée dans la distribution, à qui le P.D.G. d'Albin Michel confiera la diffusion de ses ouvrages à partir du 1^{er} juillet.

Dans l'ensemble, ces mesures traduisent un recentrage du groupe vers des activités strictement éditoriales, dans une conjonction particulièrement difficile pour le marché du livre. Chez Laffont, on se flatte de posséder depuis l'automne quatre ouvrages inscrits au tableau des best-sellers. — R. A.

EDITIONS HOMMES ET TECHNIQUES

vient de paraître

JEAN BRILMAN

Modèles culturels et performances économiques

les hommes, les entreprises, les États

136 x 24 cm - 244 pages - ISBN 2 7087 0341 1 - 98 F

Diffusion : Diff-Edit

Boom sur les emprunts à « coupon zéro »

France propre	à l'étr.	France étrang.	France propre	à l'étr.
8.860	42.361	2.536	29.558	9.168
17.948	44.358	2.695	40.638	9.022
—	252,57	10.910	231,20	1.392
316,42	252,65	14.911	231,57	1.569
—	30.554	4.727	73.238	1.672
—	30.912	4.726	73.686	1.569
—	—	1.595	51.215	1.569
123,57	—	—	—	—
124,16	—	—	—	—

Hausse du dollar et baisse du métal précieux

France propre	à l'étr.	France étrang.	France propre	à l'étr.
8.860	42.361	2.536	29.558	9.168
17.948	44.358	2.695	40.638	9.022
—	252,57	10.910	231,20	1.392
316,42	252,65	14.911	231,57	1.569
—	30.554	4.727	73.238	1.672
—	30.912	4.728	73.686	1.569
—	—	15.925	51.215	1.569
123,57	—	—	—	—
124,16	—	—	—	—

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 15 janvier, 2,6104 francs contre 2,5847 francs le vendredi 8 janvier 1982.

Hausse de l'étain - Baisse de l'argent

diminué de 160 000 tonnes comparativement aux deux années précédentes. Les deux premiers mois de l'année 1981 ont rapporté à la même période de 1980, celui de statu quo légèrement accru.

Mais la consommation de ces métaux diminue.

Fichtelmeier des centres de l'argent à Londres renoue pratiquement à ses réseaux les plus bas dans ceux-ci et demi.

CADUCORIO. L'égère auvergne de la méditerranée.

L'accord international de stabilisation a déjà été signé par des pays représentant 70 % de la consommation et 70 % de la production de métaux.

La consommation de métaux, la stabilité, il doit être approuvé par 80 % des consommateurs et des producteurs. Le délai de ratification est de 120 jours.

L'U.R.S.S. et la C.E.E. devraient y adhérer.

Cours du 15 janvier 1982

— Pennes (en cents des Détroits par kilo), 204-207 (203.00-204.50).
DENrées. — New-York (en cents par lb; sauf pour le sucre en dollars par tonne), octobre, 8 894 (2 145); mai, 2 085 (2 142); sucre, mars, 13 32 (12 98); mai, 12 60 (12 34); café, mars, 137 75 (136 62); mai, 131 85 (133 85). — Londres (en livres par tonne) : sucre, mars, 176 50 (177 65); mai, 179 00 (178-20); café, mars, 1 147 (1 130); mai, 1 138 (1 115); cacao, mars, 1 182 (1 183); mai, 1 182 (1 181). — Paris (en francs par quintal) : café, mars, 1 362 (1 359); mai, 1 298 (1 305); cacao, mars, 1 254 (1 243); sucre, (en France par tonne), mars, 1 949

(1880); mai, 1987 (1925); tour-
teaux de soja : Chicago (en dol-
lars par tonne), mars, 193,90
(189,10); mai, 194,30 (191,10). —
Londres (en livres par tonne),
févr., 140,48 (128,30); avril, 137,50
(130,30).

CEREALES. — Chicago (en cents
par boisseau) : blé, mars, 390
(401 3/4); mai, 399 1/4 (400);
maïs, mars, 372 1/4 (378 3/4);
mai, 381 1/2 (385 3/4).

Indice. — Moody's, 1 002,70 (998,60);
Bentley 1 836, 1 804,70.

Les banques françaises émettent actuellement le lancement

Antibiotic	% of strains resistant
Penicillin	0.1
Penicillinase-resistant	0.2
Tetracycline	0.3
Chloramphenicol	0.4
Streptomycin	1.0
Rifampin	1.6

*Systaine monoside complex

Le vent glacé d'Amérique

fois-ci, il n'y aura vraisemblablement pas de rallongement.

Pour ailleurs, les émissions ordinaires représentent dès la semaine prochaine, Le Crédit commercial français, 100 millions de francs en France, à paraître, sur celui du marché monétaire et 300 millions de francs avec indexation sur celui du taux moyen des obligations d'Etat, 100 millions de francs en France, 200 millions de francs à paraître, sur ce même T.M.O. Sur le marché secondaire, les obligations d'Etat à 5 1/2 % à 18.02 % ont coté 115.5 par 100, les emprunts d'Etat à plus de sept ans, 15.93 % contre 15.98 % pour ceux à moins de sept ans et les obligations d'Etat à court terme, 15.98 %.

Les emprunts publics, selon les indices Paribas, 1 ont le ton de dire que si les obligations à taux variable se placent bien à l'émission, les obligations à taux fixe


Quant aux nouvelles Sclav dites (le Monde) daté 10-11 janvier 1982), elles se multiplient à vue d'œil : Vénétail pour la Banque de Paris et des Pays-Bas, le Crédit Lyonnais et la Caisse des dépôts Nationaux-Espagne pour la R.N.F., sans compter celles qui sont en cours de négociation avec la Société Générale, les Odeux, la lutte à ces institutions le gros pharaonisme des Money Funds américains, mais, sans aller jusque-là, il y est permis de penser que l'argent ne manquera pas dans les places dans la panoplie proposée par les banques à leur client.


que ce soient des particuliers ou des P.M.E.

FRANÇOIS RENARD.

Suivi par le S.A.R.L. le Monde.

Cécilia : Jacques Favet, directeur de la publication.
Claude Bélier.

 Imprimerie
du « Monde »
5, rue de la Harpe
PARIS-IX

 1980

Reproduction interdite de tous articles,
sans accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 57-03.

(1880); mai, 1987 (1925); tour-
teaux de soja : Chicago (en dol-
lars par tonne), mars, 193,90
(189,10); mai, 194,30 (191,10). —
Londres (en livres par tonne),
févr., 140,48 (128,30); avril, 137,50
(130,30).

CEREALES. — Chicago (en cents
par boisseau) : blé, mars, 390
(401 3/4); mai, 399 1/4 (400);
maïs, mars, 372 1/4 (378 3/4);
mai, 381 1/2 (385 3/4).

Indice. — Moody's, 1 002,70 (998,60);
Bentley 1 836, 1 804,70.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ETRANGER

2-3. EUROPE

— **FINLANDE** : l'élection présidentielle : les orphelins de M. Kekkonen.

— **ESPAGNE** : le nouvel état-major va tenter de restaurer la discipline dans l'armée.

3-4. AFRIQUE

— **La Mauritanie** en quête de stabilité (II), de notre envoyé spécial Paul Bolla.

— **MADAGASCAR** : le président Ratsiraka remonte le gouvernement.

4. AMERIQUES

— **PROCHES-ORIENT** : La mort de Hébron et celui d'Halhoul à Paris.

POLITIQUE

6. Le rapport de F.O. sur le comportement du P.C.F. et de la C.G.T. v.

— **M. Emmanuel** va définir les actions prioritaires d'une nouvelle politique pour l'entre-mur.

SOCIÉTÉ

7. **JUSTICE** : les affaires judiciaires de Paris : nouvelle inculpation pour un sous-directeur.

— **SPORTS** : aux « Masters » de tennis, à New-York, Connors est sorti de dernier carré.

8. **SCIENCES** : la fin des états généraux de la recherche.

— **RÉGIONS** : à propos de la visite de M. Rocard à Melun-Sénart : la relance des villes nouvelles.

CULTURE

9. **MUSIQUE** : un théâtre étiologique pour les *Motifs chanteurs*.

— **VARÉTÉS** : 11-12. **RADIO-TELEVISION** : « L'information télévisée après le 10 mai » (II), par Christian Colombani.

ECONOMIE

13. **SOCIAL** : AFFAIRES.

— **ETRANGER**.

14. **CREDIT, CHANGES ET GRANDS MARCHES**.

15. **LA SEMAINE FINANCIERE**.

RADIO-TELEVISION (12) INFORMATIONS

— **SERVICES** : (12) : Météorologie (12) : Journal officiel ; Mots croisés.

Carnet (7) : Programmes spectacle (11) : La semaine financière (15).

Le numéro du « Monde » daté 16 janvier 1982 a été tiré à 535 200 exemplaires.

UN TRAIN DÉRAILLE A VALENCE (DROME)

Cinq blessés

Le train 5902 C le Rhodanien, effectuant le trajet Marseille-Paris a déraillé samedi 16 janvier vers 9 h 39 à l'entrée nord de la gare de Valence (Drome). Le wagon gât-express n° 11 a déraillé. Cinq voyageurs ont été légèrement blessés, indiqués-ont à la S.N.C.F. La totalité des usagers de ce train avaient été évacués en fin de matinée. La S.N.C.F. ajoute que l'ensemble des opérations de déchargement de la voie était en cours ce samedi matin, et que les convois étaient déviés sur la ligne qui mène la voie croisée de Rhône.

On ne connaît toujours pas, en fin de matinée, les causes précises de l'accident.

15 calculatrices programmables aux

Prix Duriez

Remarquables : Casio fx 502 P : 255 pas + 22 oct. Prix Duriez 544 F ttc @ Texas Instruments TI 58 C : 480 pas de mémoire permanente avec module de base. Prix Duriez 750 F ttc @ Sharp PC 1211 : 1424 pas en base. Prix Duriez 1 080 F ttc @ Texas Instruments TI 59. Prix Duriez 1 350 F ttc @ Hewlett Packard HP 41 C : la plus puissante. 1 780 F ttc.

Garantie un an pièces et main-d'œuvre. Satisfait sous huit jours ou remboursé. Duriez, 132, bd Saint-Germain, Métro : Odéon.

A B C D E F G

L'assassinat de Marcel Francisci

Les enquêteurs ne privilégient aucune piste

La brigade criminelle, qui enquête sur l'assassinat, le vendredi 15 janvier, à Paris, de Marcel Francisci, conseiller général (R.P.R.) de Haute-Corse et patron du cercle de jeux Haussmann, ne disposait, ce samedi en fin de

matinée, d'aucun élément précis permettant de privilégier une piste. Les enquêteurs examinent les activités, récentes et anciennes, de M. Francisci dont le nom avait été associé, dans les années 60, à la « guerre des jeux », et, plus tard, à des affaires de drogue.

Marcel Francisci avait une confiance aveugle en ce qu'il appelait sa « baraka », cette chance qui lui avait permis d'échapper à deux attentats, le piégeage de sa villa de Bougival, le 15 décembre 1967, et un mitraillage à l'arme automatique, moins d'un an plus tard, à Ajaccio.

La chance l'a lâché, dans la nuit de jeudi à vendredi, probablement vers deux heures du matin, selon le témoignage d'un habitant de la rue de la Faisanderie à Paris (16^e arrondissement) qui se souvient d'avoir entendu des détonations assourdies. Mais ce n'est qu'un matin, après 9 heures, qu'un chauffeur de maître a découvert, dans le parking souterrain du n° 11 de la rue, le corps de Marcel Francisci, la face contre terre, entre le mur et sa voiture, un coupé Jaguar blanc à toit noir.

Selon toute vraisemblance, « le roi des jeux » dans la capitale, a été victime d'un « contrat » exécuté par des professionnels : une balle, peut-être deux, dans le thorax, tirées à moins de 5 mètres, puis le coup de grâce, une balle dans le front, presque à bout portant. Trois douilles éjectées d'un pistolet automatique de calibre 11,43 ont été retrouvées à côté de la voiture.

Un « contrat », vraiment, dans la plus pure tradition du « milieu » : l'assassin, qui attendait dans l'obscurité, a, sans doute, laissé le temps à Marcel Francisci de sortir de sa voiture, de ramener son siège pour saisir une mallette retrouvée à l'arrière, puis de se retourner face à l'arme.

Contrairement à ce que les policiers ont d'abord cru, Marcel Francisci n'a apparemment pas quitté le parking au volant de sa Jaguar quand il a été tué. Il rentrait à son domicile, un appartement de 300 m² au 23, rue de la Faisanderie, sans doute vers 2 heures, car il déjeunait rarement à ses habitudes. L'un de ses frères, Roland, affirme en effet l'avoir vu quitter une demi-heure

plus tôt son cercle du quartier des Champs-Élysées, l'Aviation Club de France.

Les voisins se souviennent, eux, d'avoir entendu des coups de feu beaucoup plus tard, vers 7 h 40 mais, en attendant les résultats de l'autopsie, les policiers privilégient la thèse d'un meurtre nocturne, le corps de Marcel Francisci présentant déjà une certaine rigidité lors de sa découverte.

Pour la recherche d'un mobile, les enquêteurs de la brigade criminelle n'ont que l'embaras du choix. Le monde secret des jeux, des investissements dans la drogue, les investissements dans les affaires, les amitiés au Moyen-Orient et les liens politiques dans l'ancienne majorité (1). Paris, bien sûr, mais également Marseille et la Corse, Marcel Francisci est soupçonné d'avoir traversé trente ans de la chronique mouvementée du grand banditisme.

« La mémoire policière », selon la formule d'un commissaire, concernant Marcel Francisci, est volumineuse, les rapports abondants, mais le portrait tracé date de plus de dix ans. Depuis « la guerre des jeux », le propriétaire du cercle Haussmann, rue de la Michodière, à Paris (2^e), présentait toutes les apparences de l'invulnérabilité. Intouchable ou presque, dans le rôle de l'honneur d'affaires en règle. Ainsi, contrairement à la légende, il n'avait plus de gardes du corps, n'était pas armé, n'approchait jamais les malfrats trop visés par la justice.

« Son meurtre est très certainement lié à ses activités », nous a déclaré samedi le commissaire Laurent Leclerc, « nous ne les connaissons pas toutes ». Selon lui, on peut exclure, a priori, la politique, les affaires liées au passé 101^{er} la rue de « milieu », concernant les trafics de pistolets de drogue ou d'influence. Restent les cercles de jeux. Mais dans quelle direction chercher ? Si les policiers sont persuadés que « la

(1) Bien que R.P.R., M. Francisci avait, en mai 1981, pris position en faveur de M. Giscard d'Estaing.

Un « gros bonnet »

On l'oubliera. 1971 : M. John Cusack, ancien directeur en France du bureau américain des narcoquêtes, fait une déclaration fracassante : « c'est l'époque « faste » de la France Connection — sur la passivité de la police française. On cite les noms de cinq « gros bonnets » de la drogue dont celui du conseiller général guillotin de Zicavo. On découvre l'existence d'un rapport rédigé par deux membres de la Chambre des représentants des Etats-Unis, MM. Morgan Murphy et Robert Steele, désignant nommément Marcel Francisci. « Je n'ai rien à voir, ni de près ni de loin, avec cette histoire de drogue », déclare le député. On l'oublie. On poursuit qu'interpol l'avait à l'œil depuis le début des années 60. La presse américaine puis la presse française font écho aux accusations portées contre lui. Diffamation ! proteste M. Francisci. Il dépose plainte sur plainte. Les : aucun journal ne sera jamais condamné, l'hebdomadaire américain Time, reconnu coupable de diffamation par le tribunal de Paris, ne sera pas condamné, au bénéfice de la « bonne foi ». Pis : l'été gaulliste, débouté, doit indemniser Time pour « procédure abusive ». L'hebdomadaire *Politique* Habbu, qui l'avait appelé « le parrain français », n'est pas condamné non plus. De même que James Sarazin, l'auteur du livre *M... comme Milieu*, où Marcel Francisci est abondamment cité. Quant au quotidien américain de Long Island *Newday*, qui sur toute sa « une » l'avait baptisé « Mr Heroin », il ne semble pas avoir fait l'objet de poursuites judiciaires.

Respectabilité

Ainsi, M. Francisci égale gros bonnet ? Ce n'est pas si simple. Nul n'a jamais pu prouver sa participation au moindre trafic de drogue. Nulle poursuite, nulle condamnation, nul délit. Marcel Francisci n'a jamais été entendu dans aucune affaire de drogue.

Il n'a d'ailleurs, semble-t-il, jamais connu les rigueurs de la loi que pour des peccadilles. Un port d'armes à Marseille en 1946, un autre en 1948. Une bagarre sur le champ de courses d'Auteuil en 1951, une condamnation par défaut à huit jours de prison avec sursis pour violences.

Quoi d'autre ? Une garde à vue de vingt-quatre heures en octobre 1968 après une vaste rafle dans les cercles de jeux parisiens. Il n'est pas question de drogue, mais de cadavres. D'une accumulation de meurtres dont les victimes sont tantôt des amis ou des employés de M. Francisci, tantôt des amis ou des

LE RACHAT DU « POINT »

Une affaire bien menée

Les dirigeants de l'hebdomadaire le Point, dont la société Gaumont a acquis, jeudi soir 14 janvier, une participation majoritaire de 51 %, ont réussi à mener à bien les démarches entreprises dès mars-avril 1981, c'est-à-dire peu après la prise de contrôle de Hachette par Matra. Pour M. Olivier Chevillon et ses collaborateurs du Point, magazine né en 1972 d'une rupture avec l'Express, il fallait renouveler le capital d'une entreprise essentiellement possédée par la librairie Hachette et portée sur les fonds baptismaux par son directeur général d'alors, M. Simon Nora. Le premier des actionnaires présentés fut M. Théo Braun, P.-D.G. du puissant Crédit mutuel, qui a déjà manifesté son intérêt pour la presse en contrôlant le quotidien *l'Alsace*, édité à Mulhouse.

La prise de contrôle majoritaire de l'Etat dans la branche armement de Matra était assortie d'un accord conclu entre l'Etat et Matra garantissant le maintien dans le domaine privé de Hachette, donc du Point. Pour autant, le 28 septembre, dans les colonnes du Point, l'équipe de rédaction exprimait son inquiétude : « La singularité du Point dicte, sans ambiguïté possible, sa résolution : il sera lui-même indépendant — ou il ne sera pas ».

M. Braun ayant finalement renoncé, en novembre 1981, à

prendre une participation, l'équipe du Point — avec l'assentiment de M. Jean-Luc Lagardère, P.-D.G. de Hachette — n'en continuait pas moins à rechercher le ou les partenaires espérés. La personnalité de M. Nicolas Seydoux, comme sa qualité de président de la Gaumont, allaient faire le reste. En tant qu'actionnaire majoritaire avec 51 % des actions, il devient le chef de file d'un groupe qui recherche des acquéreurs pour les 28 % restants du capital détenu par Hachette. En revanche, les 13 % d'actions contrôlées par la douzaine de fondateurs (dont MM. Olivier Chevillon, Claude Imbert, Georges Sufferit, etc.) ne changent pas de mains. Aucun chiffre n'a été fourni sur le montant de la transaction.

L'hebdomadaire le Point a été diffusé, en 1981, à plus de 335 000 exemplaires en moyenne. Il emploie quelque 200 personnes dont 80 journalistes professionnels. Les résultats bruts du dernier exercice s'élevaient à environ 27 millions de francs.

Rappelons également que la Sebdo, société éditrice du Point, a pris l'an dernier une participation majoritaire dans l'Echo républicain, quotidien édité à Chartres, dont M. Dominique Ferry, ancien directeur général de France-Soir, est devenu récemment le président-directeur général.

CLAUDE DURIEUX.

LES OBJECTIFS DU PARTI REPUBLICAIN

« Remettre les compteurs à zéro » et secouer « la mollesse de l'opinion »

Depuis quelques mois, le parti républicain apprend à être un chapitre de réflexion engagé, selon M. Jacques Blanc, son secrétaire général, lui permettant de devenir « un parti neuf, à la pointe du combat des idées, ouvert sur l'extérieur, prêt à accueillir tous ceux qui n'avaient pas d'engagement politique ».

La réunion de son conseil national, samedi 16 janvier, était, pour le R.P.R., l'occasion de lancer sa campagne nationale d'adhésions d'en préciser les objectifs, et d'ouvrir le débat à partir de ce qui n'est encore qu'une première esquisse de programme, mais de viendra le « manifeste républicain ».

Aucune référence au passé ne figure dans cet avant-projet. Si ce texte s'intitule : « Références et progrès », déclare M. de Charette, secrétaire général adjoint, « c'est parce que nous entendons, dans ce parti, nous opposer aux dangers de l'écueil du gouvernement, à la façon socialiste de diriger la France » et, d'autre part, « de défendre notre idée du progrès, qui est de croire en l'avenir humain ».

Le texte préparé par la commission nationale, que préside M. Hervé de Charette, avec les

L'armée française commence à recevoir son nouveau char de combat

Le premier char de combat AMX-30 B2, destiné aux régiments blindés du corps de bataille français, a été remis, jeudi 14 janvier, à Mourmelon (Marne), au 503^e régiment de chars de combat, en présence du chef d'état-major de l'armée, le général Jean Delmas.

En qualifiant ce blindé de « char de transition » entre les AMX-30, actuellement en service, et le char des années 90, le général Delmas a souligné que ce prochain engin soit de conception franco-allemande.

Représentant l'architecture générale de son prédécesseur, l'AMX-30 B2 est la version modernisée de l'AMX-30, avec un groupe motopropulseur amélioré et avec une conduite de tir automatique (désigné laser, système tachymétrique et calculateur de corrections de tir) qui doit lui permettre d'atteindre, de jour comme de nuit, des cibles fixes ou mobiles. Il est doté d'un canon de 105 millimètres qui pourra tirer des munitions fûchées.

Le programme d'armement de

l'armée de terre prévoit la construction de deux cents et onze AMX-30 B2 et la refonte de sept cents cinquante AMX-30 pour les transformer en version B2. Après le 503^e régiment de chars de combat, ce sont les trois régiments blindés des forces françaises en Allemagne fédérale qui recevront les AMX-30 B2.

A ce jour, cent soixante-douze B2 ont été commandés et ils seront livrés entre 1982 et 1984. Le reste sera à raison de cinquante exemplaires par an. Au total, il s'agit d'un programme de l'ordre de 3 milliards de francs, le coût d'un AMX-30 B2 étant estimé à 3 millions de francs et celui d'un AMX-30 transformé à 6 millions de francs.

Le général Delmas a évalué à mille cinq cents le nombre de chars de combat que devrait avoir l'armée de terre pour objectif. Elle en a, actuellement, environ un millier. Le chef d'état-major a indiqué que le futur blindé des années 90 devrait avoir un canon de 120 millimètres et être doté d'un moteur plus puissant, ayant un rapport de trente entre le nombre de ses chevaux et son tonnage (ce rapport est de dix-huit pour l'AM-30).

ELEMENTS EN VRAI BOIS

Avec nos ensembles (en lattes) toutes les combinaisons sont possibles : rangement armoires, bibliothèques, droites ou décalées, secrétaires, alcôves. Style ou contemporain, toutes essences.

CAPELOU 37, AV. DE LA REPUBLIQUE 93 PARIS XI
DISTRIBUTEUR TEL. 357.46.35

Un diplomate américain est assassiné

La décision de Cass

Le gouverner une nouvelle

Le P.C. met

Le pouvoir

Toute la lun sur l'Unité

Hilbert Rea Patience dans la rue

Science